



Royaliste

POUR LA NATION, LA LOI ET LE ROI

MERCREDI 6 MAI 2026 - N° 1323 - 56^e ANNÉE - 5,00 € - BIMENSUEL DE LA NOUVELLE ACTION ROYALISTE

DIRECTEUR POLITIQUE : BERTRAND RENOUVIN

Orwellien

Ce qu'il y a de fascinant dans la bêtise, c'est que son étendue est infinie. La vallée des têtes creuses au sein de laquelle nos cerveaux bureaucratiques crapotent nous en donne tous les jours la plus magnifique des démonstrations. Ainsi en est-il de l'annonce faite le 25 avril par Mme Camille Galliard-Minier, ministre déléguée de l'Autonomie et des Personnes handicapées dans une interview à *La Voix du Nord*. À compter de 2027, les EHPAD seront rebaptisés « Maisons France Autonomie ». On imagine la joie des pensionnaires de ces établissements. Ce qu'il y a de piquant dans la chose, c'est que celles et ceux qui y vivent sont, hélas, dépourvus de toute autonomie.

Nous voilà plongés dans un marigot orwellien où le vrai devient faux, le blanc devient noir et la dépendance l'autonomie. On n'ose imaginer qu'on a confié à un cabinet d'experts en stupidité le soin de trouver cette idée brillante. Attention tout de même : pour bénéficier de cette mesure, les établissements susvisés devront avoir un secteur d'accueil provisoire, on a des exigences !!! Après le renvoi aux calendes grecques en février dernier du plan Grand Âge, voilà qui nous ragaillardit. Jetons aux oubliettes déambulateurs, solitude et mémoires oubliées. Et attendons avec gourmandise la prochaine conférence sur l'autonomie qui se tiendra à l'automne et qui permettra de renvoyer à l'après-présidentielle la question du grand âge et ses enjeux économiques, sociaux, politiques et surtout humains. Il est vrai qu'on a tellement craché sur les *boomers* ces derniers temps, censément coupables de tous les maux, qu'on se demande bien pourquoi il faudrait s'occuper d'eux. Ils n'ont qu'à créer des entreprises pour la start-up nation !!!



SOURCE : MINISTÈRE DES ARMÉES. PHOTO : ÉTAT-MAJOR DES ARMÉES.

GUERRE DE HAUTE INTENSITÉ

Sommes-nous prêts ?

Les autorités militaires nous préparent à une guerre de haute intensité mais elles n'ont pas les moyens de la mener. Comment réagir ?

NOUS NE CHERCHONS PAS À GAGNER une guerre qui se produirait sur le sol européen, mais à l'éviter en renforçant notre dissuasion. Tout adversaire, où qu'il soit, doit comprendre que le risque est plus important que l'enjeu. Or les guerres de haute intensité qui se déroulent

sous nos yeux montrent que la France doit déployer de puissants dispositifs militaires classiques pour faire face à toute éventualité – notamment une attaque russe sur l'un de nos alliés européens.

Régulièrement, des déclarations de militaires de haut rang

sont censées nous préparer à un conflit avant la fin de la décennie. Pourtant, l'Armée française n'est pas prête et les moyens qui lui sont alloués sont encore insuffisants. Il est indispensable de remédier à nos faiblesses. **L'article d'Éric Cézembre en pages 12 et 13.**

Régis Debray, écrivain combattant

Un colloque consacré à Régis Debray a permis de prendre la mesure de l'ampleur et de la cohérence de sa réflexion.

TENUES LES 16 ET 17 DÉCEMBRE 2025 sous l'égide de la Fondation Res Publica, deux journées d'études ont rassemblé à la Bibliothèque nationale les amis de Régis Debray et de jeunes chercheurs.

Tous les aspects de l'œuvre de cet écrivain combattant ont été présentés et débattus : la relation au sacré, à la République et à la nation ; la

réflexion politique sur l'incomplétude ; la médiologie ; l'analyse critique des relations internationales ; l'œuvre littéraire.

Dans son itinéraire et par le mouvement de sa pensée, ce « gaulliste d'extrême gauche » peut éclairer les nouvelles générations. **L'article de Bertrand Renouvin en pages 14 et 15.**

Dans ce numéro :

Page 3 – Des primaires cachées.

Page 4 – Niches fiscales et sociales.

Page 6 – La pêche en crise.

Page 7 – La remise en cause du 1^{er} mai.

Page 17 – Les paradoxes d'Ernst Jünger.

Page 18 – Renoir, peintre du bonheur.

Page 21 – Vergennes au service de Louis XVI.

Page 24 – Éditorial : Inertie, violences et incertitudes.

Les Mercredis de la NAR

La Nouvelle Action royaliste organise un cycle de conférences auxquelles participent des personnalités politiques ou du monde intellectuel. Les conférences sont enregistrées en vidéo, en présence d'un public restreint (pour être invité, adresser une demande à lejournale@nouvelle-action-royaliste.fr) Pour accéder à ces entretiens sur notre chaîne YouTube et s'y abonner, un seul lien : <https://www.archivesroyalistes.org/-Les-Mercredis-de-la-NAR-92->.

■ **Mercredi 20 mai**
Conférence de Loris Chavanette, historien, sur le thème « Femmes en révolution ».



Loris Chavanette, enseigne la Révolution française à l'Institut catholique de Paris. Il est notamment l'auteur de *Quatre-vingt-quinze. La Terreur en procès* (CNRS Éditions, 2017), *Danton et Robespierre* (Passés composés, 2021) et *Le 14 juillet de Mirabeau* (Tallandier 2023).

Loris Chavanette présentera son récent livre *Les Femmes entrent en Révolution* (Tallandier, février 2026).

■ **Mercredi 27 mai**
Conférence de Benoist Bihan, historien, sur la pensée stratégique d'Alexandre Svetchine.



Spécialiste des questions stratégiques, Benoist Bihan est directeur des études du Centre d'analyse et de prévision des risques internationaux (CAPRI). Il a publié : *La Guerre, la penser, la faire* (JC Godefroy, juin 2020); avec Jean Lopez, *Conduire la guerre* (Perrin, janvier 2023), *Les Opérations de la Seconde Guerre mondiale* (Perrin, 2024).

Benoist Bihan présentera la traduction française du livre d'Alexandre Svetchine, *Strategiia* (Perrin, mars 2026).

■ **Mercredi 3 juin**
Conférence de Lucien Jaume, philosophe et historien, sur le thème « La vraie nature du fascisme ».

Philosophe, historien, Lucien Jaume est directeur de recherche émérite au CNRS et il enseigne à Science Po et à l'Institut catholique de Paris. Il a publié : *Qu'est-ce que l'esprit européen ?* (Flammarion, 2010), *Le Religieux et le Politique dans la Révolution française ?* (PUF, 2015), *L'Éternel défi. L'État et les religions en France* (Tallandier, 2022).

D.R.



Lucien Jaume présentera *La Vraie nature du fascisme* (Tallandier, mai 2026).

■ **Mercredi 10 juin**
Conférence de Alya Aglan sur la vie et l'œuvre de Marc Bloch.



Alya Aglan enseigne l'histoire contemporaine à l'université Panthéon-Sorbonne. Spécialiste du XX^e siècle et de la Seconde guerre mondiale, elle a publié : *La France à l'envers. La guerre de Vichy* (Gallimard, 2020), *Zemmour contre l'Histoire* (Gallimard, 2022), *Anthologie de l'humour résistant* (Gallimard, 2023),

Alya Aglan présentera son livre *La Double Mort de Marc Bloch* (Flammarion, mars 2026).



Royaliste
POUR LA NATION, LA LOI ET LE ROI

Lot 1674, 101, rue de Sèvres, 75006 Paris
www.archivesroyalistes.org
Issn 0151-5772

Abonnements-Contact :
lejournale@nouvelle-action-royaliste.fr
+33 (0) 1 71 06 32 91

Directeur de la publication : Bertrand Renouvin.
Responsable éditorial : Laurent Tréhu.
Fondateur : Yvan Aumont †.

Rédaction : Frédéric Aimard, Loïc de Bentzmann, Éric Cézembre, Denis Cribier, Dominique Decherf, Jacques Dorémieux, François-Marlin Fleutot, François Gerlotto, DJ Heller, Léon Letellier, Hubert de Marans, Casimir Mazet, Marc Sévrien, Alain Solari, Indiana Sullivan.

Directeur politique : Bertrand Renouvin.

Publié par la NAR, Siret : 897 894 127 00017.
Édité par la Spfc-Acip, Siret : 418 322 149 00015.
Imprimé par Rps-repro, Siret : 419 745 484 00024.
Dépôt légal à publication. Cppap n° 0425 d 84.

Abonnez-vous !

VERSION PAPIER ☐ TROIS MOIS (30 €) ☐ SIX MOIS (45 €)

☐ UN AN (70 €) ☐ UN AN SOUTIEN (140 €)

VERSION PDF ☐ UN AN (45 €) ☐ UN AN SOUTIEN (55 €)

☐ Je paye par carte bancaire sur le site archivesroyalistes.org

☐ Je paye par chèque ou virement bancaire à l'ordre de **Spfc-Acip**.

Nom/prénom :

Adresse :

Code postal/Ville/Pays :

Tél. portable : Courriel :

Bulletin – réponse à retourner avec votre chèque ou virement à

Spfc-Acip, 60 rue de Fontenay 92350 LE PLESSIS-ROBINSON

Iban FR76 3 000 4 001 8 700 0102 0632 510 BIC BNPAFRPPXXX

« Conformément à la loi Informatique et libertés du 06/11/1978, vous disposez d'un droit d'accès et de rectification de vos données, lesquelles ne sont ni exploitées ni revendues par des organismes tiers ».



PHOTO : ILLUSTRATION IA PERPLEXITY 2026.

Chronique politique

Des primaires comme cache-misère

par B. La Richardais.

De nouveaux facteurs de crise économique viennent s'ajouter aux anciens mais la classe politique ne veut rien voir ni savoir. Les chefs de factions, qui s'estiment présidentiables, se chamaillent autour de la question des primaires. Des sondages dénués de toute pertinence accroissent la confusion.

Banalysé depuis une quinzaine d'années, le spectacle de la précampagne présidentielle relève plus de la psychanalyse sauvage – nous n'avons écouté personne sur un divan – que de l'analyse politique. Curieusement, ce sont les formations classées aux extrêmes qui se comportent de manière classique : La France insoumise a toujours-déjà son candidat ; le Rassemblement national se rangera derrière Marine Le Pen ou Jordan Bardella en juillet.

De gauche ou de droite, les autres partis étalent leurs divisions et les chefs de tendance entrent dans la logique de la rivalité mimétique. C'est là une autre curiosité de la situation politique. La droite national-populiste et la gauche radicale se préparent à défendre un programme de gouvernement, selon les règles du débat démocratique. En revanche, ceux qui rivalisent à gauche, chez les écologistes, au sein du « *bloc central* » et à droite n'ont entre eux aucun désaccord fondamental. Tous savent fort bien qu'ils prolongeraient vaille que vaille les politiques européistes et néolibérales si, d'aventure, ils prenaient la direction du pays.

L'accord sur le fond décuple la jalousie voire la haine entre les personnes, dans une rivalité sans limites. À la différence du schéma développé par René Girard, l'objet du désir – le Pouvoir – est désiré en tant que tel, non parce que l'autre le désire. L'adversaire est un ennemi, qu'il faut éliminer.

L'opinion publique assiste de loin au spectacle des matamores de plateau de télévision.

La violence de la compétition est compliquée par des tactiques de groupes, qui fédèrent provisoirement des ambitions personnelles. Dans toutes les configurations, les idées politiques ne sont pas considérées comme les sources de projets et de programmes ultérieurs, mais comme des armes destinées à créer de la différence avec le rival et à séduire les sympathisants.

Les jeux du cirque médiatique. – Sur cette toile de fond, les manœuvres à gauche sont d'une complexité croissante. Il y a ceux qui sont partisans d'une primaire de la gauche unie : Marine Tonde-

▲ La pré-campagne présidentielle met en scène des rivalités de pouvoir et des luttes d'ego plutôt qu'un débat de projets.

lier, Olivier Faure, François Ruffin. Et puis il y a l'opposition interne du Parti socialiste, menée par le maire de Rouen, Nicolas Mayer-Rossignol, qui souhaite une primaire associant le Parti socialiste et la tendance Glucksmann. N'oublions pas le président du groupe socialiste à l'Assemblée, Boris Vallaud, qui voudrait que le PS désigne son propre candidat avant tout rassemblement... sans Mélenchon, tandis que François Hollande guette dans l'ombre. Sans attendre que la question des primaires soit tranchée, Jérôme Guedj s'est déclaré candidat en février et Bernard Cazeneuve, ancien Premier ministre, a fait de même fin avril.

À droite, les choses sont tout aussi compliquées. Laurent Wauquiez, président du groupe Les Républicains à l'Assemblée, est partisan d'une primaire ouverte, qui irait de Gérald Darmanin à Sarah Knafo, jeune ambitieuse inscrite pour le moment dans l'extrémisme zemmourien. Le président du Sénat, Gérard Larcher, est hostile à cette proposition, de même que Valérie Pécresse. On croit deviner que, pour Laurent Wauquiez, le problème n'est pas la primaire mais la meilleure manière de faire tomber Bruno Retailleau. L'ancien ministre de l'Intérieur vient de se faire élire candidat à la candidature par son parti – qui a par conséquent rejeté tout projet de primaire, ouverte ou fermée. Comme Laurent Wauquiez a dénoncé un « *jeu de dupes* », il y aura des rebondissements, des chausse-trappes et des coups

tordus. Éric Ciotti n'a peut-être pas tort lorsqu'il prévoit qu'à la fin des fins, c'est peut-être Édouard Philippe qui ramassera la mise. Cela pour porter toujours plus loin et toujours plus haut les « valeurs » de l'oligarchie.

La publication de sondages sur les candidats déclarés est une absurdité qui consiste à jeter de l'huile de perlimpinpin sur des feux de paille. Comme tous les candidats ne sont pas en piste, cela n'a aucun sens de placer telle personnalité en tête et telle autre en queue avec des pourcentages précis, qui sont exploités plus ou moins finement par les divers compétiteurs. Souvenons-nous qu'en 2021 Valérie Pécresse était créditée d'environ 16 % d'intentions de vote, qu'elle en avait perdu la moitié lorsque la liste officielle des candidats a été publiée et qu'elle s'est retrouvée avec 4,79 % des suffrages au soir du premier tour de 2022.

À propos de défaites cinglantes, on se souviendra que la même Valérie Pécresse avait été désignée contre Laurent Wauquiez lors d'une primaire. Du côté gauche, Benoît Hamon avait remporté la primaire citoyenne de 2017 face à Manuel Valls pour se retrouver avec 6,4 % des voix. Les primaires sont l'expédient des partis faibles et des pensées molles, dopées par des sondages insensés.

L'opinion publique ne semble guère intéressée par ces manœuvres tactiques. Elle assistera de loin au spectacle traditionnel du lancer de slogans. Il s'agit, pour le candidat à la candidature, de narguer son proche adversaire et de séduire ses partisans avec des mots qui passent pour l'expression de convictions mais qui sont de simples marqueurs en vue de se positionner en foudre de guerre. On évoque un blocus de l'Espagne, comme Bruno Retailleau. On refait le coup de la tronçonneuse comme David Lisnard. On nous annoncera des réductions mirifiques du nombre de fonctionnaires. Des coupes « drastiques » dans les dépenses. Des renvois massifs de clandestins... Voici que les matamores de plateau ouvrent une fois de plus le festival de l'impuissance bavard.

Et pendant ce temps, Jordan Bardella fait en douceur une campagne de second tour, celle des amabilités rassembleuses et des ronds-de-jambe au patronat. ■

Sur le mur de Jean Chouan

AH, NOBLESSE DE LA POLITIQUE ! IL Y A CEUX QUI VEULENT DES PRIMAIRES POUR SE DÉGOMMER ENTRE VRAIS AMIS...



...ENSUITE CEUX QUI VEULENT Y ALLER SEULS PARCE QU'ILS SE FIENT À DES SONDAGES BIDONS.



ENFIN CEUX QUI ATTENDENT PATIEMMENT LES AUTRES AU COIN DU BOIS...



JE NE SAIS PAS QUI VA GAGNER, MAIS JE PEUX VOUS DIRE QUI VA PERDRE : C'EST LA FRANCE !



Finances publiques

Niches fiscales et sociales

La Cour des comptes a examiné les dépenses fiscales de l'État en 2024 : elle dénonce le manque d'évaluation de l'efficacité de dispositifs dérogatoires dont l'ampleur a un impact important sur les comptes publics.

Les « dépenses fiscales », ou « niches fiscales », qui sont des pertes de recettes fiscales, sont constituées par des dispositions législatives ou réglementaires dérogatoires par rapport à une « norme fiscale ». Dans le champ de la sécurité sociale, elles ont leur pendant avec les « niches sociales » qui dérogent aux règles relatives aux prélèvements sociaux. Cette définition pose d'importantes difficultés d'application et de chiffrage. La Cour note que le coût des 467 niches fiscales recensées en 2024 atteint 83,29 milliards d'euros, soit un peu plus du quart (25,8 %) des recettes fiscales nettes de l'État et 2,8 % du PIB cette même année. Leur coût représente quasiment la moitié du déficit budgétaire (168,6 milliards d'euros) de cette même année.

Les trois principales niches fiscales sont le crédit d'impôt en faveur de la recherche (7,8 Mds), le crédit d'impôt en faveur de l'emploi d'un salarié à domicile (6,7 Mds) et l'abattement de 10 % sur le montant des pensions de retraite et des pensions alimentaires (4,8 Mds). Les niches fiscales abaissent le coût de quelques grands impôts et réduisent donc leur rendement de manière très significative :

- de 44,4 % pour l'impôt sur le revenu ;
- de 43,4 % pour les accises sur les produits énergétiques ;
- de 43,2 % pour la taxe foncière sur sa fraction qui fait l'objet de remboursements et dégrèvements d'impôts locaux.

La Cour déplore que les règles et les effets concrets des dispositifs soient souvent méconnus, voire en contradiction avec les politiques publiques auxquelles ils sont rattachés. Elle constate que les dépenses fiscales relatives à l'impôt sur le revenu, du fait de son caractère progressif, béné-



▲ Niches fiscales. Quand l'exception devient la règle.

ficient mécaniquement davantage aux ménages les plus aisés.

Elle signale aussi l'importante disparité entre le nombre de bénéficiaires. Ainsi, 33 niches fiscales ne concernent que moins de 100 contribuables alors que l'exonération des revenus provenant de l'épargne salariale et l'abattement de 10 % sur le montant des pensions et des retraites touchent respectivement 12 et près de 15 millions de ménages.

Dans la conclusion de ce rapport de 372 pages, la Cour souligne que « s'ils peuvent être des instruments utiles pour atteindre certains objectifs de politique publique, les dispositifs dérogatoires fiscaux et sociaux applicables aux entreprises ont connu un développement rapide et peu maîtrisé. Le nombre et le coût de ces dispositifs se sont accrus de manière préoccupante au cours des dernières années, dénotant une propension forte à créer des dispositifs dans un contexte d'encadrement de la dépense budgétaire, une maîtrise limitée des mesures mises en place et de grandes difficultés à les remettre en cause. Au regard de ces évolutions, l'encadrement strict de la création et de l'extension des dispositifs dérogatoires, voire leur suppression, apparaît nécessaire. Leur utilisation devrait être limitée aux seules situations où ils constituent l'instrument le plus adéquat par rapport aux mesures alternatives possibles. La prise en compte en amont des optimisations non souhaitables pouvant en résulter et des nécessités du contrôle devrait être systématique ».

C'est, peu ou prou, ce que nous écrivions dans la motion « Fiscalité » adoptée par la NAR en décembre 2024. ■

LOÏC DE BENTZMANN.

Que reste-t-il des courants politiques ?

La social-démocratie après le congrès de Tours (4)

La fin de la guerre ne fut pas synonyme de répit pour la SFIO : le parti traversa une profonde crise identitaire. L'avènement de la Guerre froide et la question de la défense européenne ne firent qu'aggraver la situation.

L'ivresse de la Libération fit naître des projets audacieux. Après une première tentative avortée dans la clandestinité, la SFIO réitéra, lors du congrès de novembre 1944, une offre de fusion avec le PCF. Des commissions bilatérales eurent lieu. Les conditions exigées par les socialistes – respect du cadre électif et indépendance vis-à-vis de Moscou – condamnaient le projet.

Il y eut la tentation de réunir tous les résistants non communistes sous une seule et même bannière. Constituer un grand parti travailliste. Telle fut l'ambition du socialiste Georges Izard autour de l'UDSR (Union démocratique et socialiste de la Résistance). Il put compter sur le soutien de Léon Blum. À l'occasion du congrès de 1945, ce dernier s'efforça de convaincre les rangs socialistes de renoncer au rouge pour le rose.

Mais le congrès d'août 1946 en décida autrement. Ce fut un réquisitoire « toutes les tentatives de révisionnisme, notamment celles qui sont inspirées par un faux humanisme dont le vrai sens est de masquer cette réalité fondamentale qu'est la lutte des classes ». Ces mots de Guy Mollet furent plébiscités. En quelques mois, il devint le secrétaire général du parti et imposa progressivement sa ligne.



Paul Ramadier exclut les ministres communistes de son gouvernement en mai 1947.

Favorable à un gouvernement socialiste-communiste, il monta au créneau lorsque le socialiste Paul Ramadier exclut en mai 1947 les ministres communistes de son gouvernement. Mais sitôt qu'advint la Guerre froide, le champion de l'antirévissionnisme se mua en chantre de l'anticommunisme. Il plaida en faveur de l'Alliance atlantique. Le choix de la Troisième Force participa de la même logique. Décision qui revenait à cautionner des politiques libérales entreprises par d'autres – la SFIO étant écartée des ministères clés. Discours de gauche, actions de droite.

Guy Mollet réclama que « les socialistes cessent d'assurer une politique qui n'est pas la leur ». En février 1950, la SFIO refusa de participer au gouvernement : une première depuis la Libération. Puis la direction revint sur sa décision. Cinq mois plus tard, neuf socialistes – Mollet en tête – intégrèrent le cabinet Plevin. Pareille confusion fut sanctionnée aux législatives de 1951, le PCF

atteignit 26 % ; la SFIO ne franchit pas la barre des 15 %.

Comme si cela ne suffisait pas, la querelle de la CED (Communauté européenne de défense) vint empoisonner les rangs de la SFIO. Si la construction européenne était plébiscitée, l'idée d'un réarmement allemand n'enchantait guère. Il fallut un congrès extraordinaire pour trancher. Les partisans de la ratification l'emportèrent ; une discipline de vote fut alors décrétée.

Mais, rétifs, 50 députés sur 103 votèrent contre à l'Assemblée. Parmi les réfractaires figuraient Jules Moch, Daniel Mayer, Max Lejeune, Robert Verdier, M.-E. Naegelen. Le comité directeur prononça l'exclusion de ces derniers ; les autres furent suspendus. La « vieille maison » craquelait mais ne semblait point. L'horizon ne s'éclaircissait pas pour autant. La tragédie algérienne fut désormais du ressort du nouveau gouvernement, celui de Guy Mollet. ■

LÉON LETELLIER.

La Politique au crible

■ **La forza del barattino.** – Verdi me pardonnera de détourner le titre d'un de ses opéras majeurs. Monsieur Lecornu, à grand renfort d'annonces, a souhaité entonner le grand air du ténor face à la montée des prix des carburants. Un grand moment... de montée en gamme. Le surplus de recettes que le gouvernement a mis un temps certain à avouer sera, promis, juré, affecté... à l'électrique. D'un côté, on fait l'aumône à certains sur le prix des carburants, et à tous les autres on promet un avenir électrique radieux pourvu que les Français abandonnent les énergies dites fossiles. Les Français ne souhaitaient pas nécessairement entendre le grand air de « L'avenir meilleur » mais davantage qu'on s'occupât un peu plus de leurs difficultés quotidiennes. On aurait pu, temporairement au moins, plafonner les taxes, les ajuster, montrer un peu de compréhension des difficultés de certaines professions (agriculteurs, pêcheurs, infirmiers...); bref, un peu d'intérêt pour les Français, pour la chose publique et la cohésion nationale. Est-ce bien utile de continuer à écouter le Caruso s'époumoner...

SAINT-VALLIER.

■ **Mauvaise herbe.** – La présidentielle est dans moins d'un an et les candidatures commencent à envahir les allées de la politique. Après Retailleau, qui s'est offert une élection de sénateur chez LR (selon la pure tradition « gaulliste » : un chef, pas d'opposant), Hollande annonce qu'il se « prépare », Ruffin peaufine sa communication, Cazeneuve se sent pousser des ailes et même Valls commence à y songer. Il y a fort à parier que la plupart de ces candidatures finiront comme les feuilles mortes au prochain automne. Et heureusement !

■ **Purge.** – Pour figurer au second tour de 2027, il faut parler à tous les Français. Retailleau, qui n'est déjà pas sûr de figurer au premier ; ne parle qu'aux électeurs de droite et à cette droite qui n'aime pas les fonctionnaires. Son programme propose d'en supprimer 200 000 (moins que Fillon qui, lui, parlait de 500 000). On ignore si dans le lot figurent les nombreux préfets, inspecteurs des finances, magistrats du Conseil d'État ou d'autres lieux qui peuplent traditionnellement les couloirs de la « droite des valeurs ».

■ **Une seule tête.** – Furieux du cafouillage autour de la proposition de loi sur le travail le 1^{er} mai, Lecornu veut reprendre le contrôle des groupes du bloc central au Parlement. Au sortir d'une réunion avec les chefs à plume, le 28 avril, chacun a promis de se ranger derrière la bannière du Premier ministre, « chef de la majorité ». Seule petite difficulté : ni Attal, ni Philippe, ni Wauquiez n'étaient de la partie.

■ **Régions.** – La sortie (probable) de l'Alsace du stupide assemblage du « Grand Est » fait des émules dans d'autres régions. L'Union démocratique bretonne plaide pour un nouveau découpage où Nantes et la Loire-Atlantique retrouveraient enfin leur place. À quand de vrais référendums ?

HUBERT DE MARANS.





SOURCE : WIKIMÉDIA. PHOTO : NICO ARMS.

Pêche française

Une crise profonde

par François Gerlotto.

Les cris d'alarme de la pêche française devant les difficultés financières provoquées par la hausse du coût de l'énergie ne sont pas nouveaux, mais ils se font de plus en plus forts et démontrent que cette activité vit dans un équilibre précaire que chaque perturbation risque de détruire.

Comme d'habitude tout finit par se résumer en un réajustement de ceux des curseurs économiques que l'on peut facilement déplacer sans rien changer au dossier général. L'objectif pour la profession est d'équilibrer une hausse du combustible par une baisse équivalente ailleurs. Pour le gouvernement, il est d'obtenir la paix civile.

C'est ce qui se passe et va se passer cette fois encore. Les pêcheurs vont recevoir une subvention de 20 à 30 ou 35 centimes par litre à compter du 1^{er} mai. Par ailleurs, plusieurs aides sont envisagées : échelonnement des cotisations sociales, étalement des échéances fiscales, prêts de trésorerie, dialogue avec le secteur bancaire, soutien à la consommation...

La fièvre va tomber. Mais la maladie n'est pas guérie. Nous l'avions signalé récemment dans ce journal : la crise énergétique a plusieurs causes. C'est également le cas pour la pêche et cette crise générale provient de plusieurs crises entremêlées.

Il y a d'abord la surpêche et la mauvaise gestion des pêcheries qui détruisent les populations et les écosystèmes. Pour les chercheurs et la profession, les quotas

européens de pêche 2026 ont laissé un goût amer : trop de quotas qui baissent, pas de visibilité à moyen terme, ressource dégradée et écosystèmes perturbés. Manifestement, la gestion européenne dite « *au rendement maximum durable* », même s'il s'agit d'une amélioration par rapport aux méthodes anciennes, reste insuffisante pour garantir « *une pêche durable et profitable dans des écosystèmes sains et productifs* ».

Trop de quotas qui baissent, pas de visibilité à moyen terme, ressource dégradée et écosystèmes perturbés.

Les propositions existent et les halieutes ont dans leurs cartons plusieurs propositions rapidement applicables : « *réviser les règles de calcul des quotas ; redonner de la lisibilité aux acteurs, en mettant en place un système de quotas glissants, qui lisse sur plusieurs années les fluctuations erratiques du recrutement ; réviser les tailles minimales légales et les maillages des engins de pêche ; engager un plan européen de reconquête de la qualité des eaux et des habitats marins.* » (1)

Il y a ensuite le sacro-saint néolibéralisme qui détruit les pêcheries artisanales des pays. C'est ainsi que récemment le gigantesque chalutier-usine hollandais *Annie Hillina* est entré en action. Il peut capturer jusqu'à 400 tonnes de poissons par jour (maquereau, hareng, chinchard, sardine, merlan bleu), soit environ 60 000 tonnes par an, ce qui représente près du double des captures annuelles de Boulogne-sur-Mer. Et cela dans nos eaux nationales (au-delà de 6 milles nautiques des côtes) en toute liberté et légalité puisqu'il est européen. Autrement dit, tous les quotas octroyés sont confisqués par ce type de pêcherie, bien plus rentable (en termes strictement comparables) que la pêche artisanale et la petite pêche industrielle.

Il faut ensuite mentionner la pollution, que l'on rend responsable des proliférations d'algues vertes et des sargasses comme de la présence de mercure dans la chair des thons. Il s'agit ici d'un problème qui n'est pas propre à la pêche, mais concerne tous les domaines et le monde entier. Les réglementations doivent donc être internationales, et il faut bien reconnaître que nous ne prenons pas le chemin d'une amélioration des conditions naturelles. Les choix de Donald Trump, qui ont engagé la première économie du monde dans une marche arrière environnementale, joints aux priorités imposées par les guerres (Ukraine, Palestine, Iran) ont relégué le souci écologique en arrière-plan alors que les dégâts et les évolutions climatiques se poursuivent.

Le réchauffement climatique joue aussi son rôle, non seulement comme source de pollution, mais par déplacement de

◀ Le Annie Hillina, chalutier-usine hollandais, peut capturer jusqu'à 400 tonnes de poissons par jour.

populations : les espèces remontent vers les zones froides, du nord comme du sud. Cela a plusieurs effets : la disparition de certains stocks exploités, l'apparition de nouvelles populations (poissons, méduses, mollusques...), l'occupation des niches écologiques par des espèces sans intérêt économique et la baisse générale de la productivité des océans. Les pêcheurs sont en première ligne pour s'adapter à ces nouvelles données, dont certaines peuvent se révéler positives, mais dont la plupart ont des effets très négatifs. Et là aussi, la tendance mondiale est plutôt au désintérêt. Heureusement, le choc pétrolier dû à la fermeture du détroit d'Ormuz rappelle à chacun à quel point nos sociétés sont vulnérables aux changements politiques, économiques, environnementaux. Voilà qui relance l'idée de réduire notre dépendance aux énergies fossiles (et à la pollution qui va avec), ce qui est une bonne chose, quelles qu'en soient les raisons.

Enfin, il y a ce que l'on pourrait nommer une « crise de sens » pour la pêche française. Rappelons qu'économiquement parlant, la pêche en France est marginale et représente moins de 1 % du PIB national. Nous pourrions sans grand inconvénient nous passer de la pêche-valeur économique. Pourrions-nous pour autant nous passer de la pêche-valeur sociale ? Probablement pas. Didier Gascuel nous a donné l'exemple de la pêcherie de coquilles Saint-Jacques en baie de Saint-Brieuc : au lieu d'exploiter le stock à moindre coût, là où deux grands bateaux suffiraient, les pêcheurs maintiennent une exploitation artisanale avec 200 petits bateaux en appliquant une régulation drastique de la pêche. Alors, c'est tout le tissu économique et social qui revit dans cette baie, sans dommage pour les coquilles : « L'exploitation du milieu n'implique pas sa destruction. Au contraire, elle permet de l'entretenir. » (2)

On le voit, s'il est en effet nécessaire d'agir dans l'urgence pour maintenir à flot la pêche en période de crise comme celle que nous vivons, il ne faut pas clore le dossier aussitôt la fièvre retombée. Nous avons signalé en son temps la lettre ouverte de Didier Gascuel (3), et nous pouvons en reprendre tous les termes : « Nous savons tous que la transition ne se fera pas sans les pêcheurs eux-mêmes. Il faut mobiliser, inciter, former, accompagner. [...] Le secteur des pêches est en crise profonde et en attente de perspectives. [...] Nous avons quelques années pour coconstruire, pas à pas, une pêche gagnante pour les écosystèmes, les pêcheurs, les consommateurs et les territoires côtiers. » ■

(1). Didier Gascuel. *Pour une révolution dans la mer. De la surpêche à la résilience*. Actes Sud, 2020.

(2). Comte de Paris, entrevue dans *Royaliste*, n°s 1320 et 1321.

(3). Lettre ouverte à Emmanuel Macron, *Ouest-France*, 25 juin 2025.

Social

La remise en cause du 1^{er} mai

Une proposition de loi portée par Gabriel Attal proposait d'autoriser certains commerces à faire travailler leurs employés le 1^{er} mai. Cette réforme a été dénoncée par les syndicats comme une remise en cause du 1^{er} mai en tant que jour des travailleurs et temps chômé.

Au début avril, Gabriel Attal et les députés Renaissance ont déposé une proposition de loi visant à autoriser les salariés des commerces de proximité à travailler le 1^{er} mai. Sur la base du « volontariat », ils pourraient travailler ce jour-là en échange d'une rémunération doublée.

Le processus d'adoption de cette réforme s'est illustré par une manœuvre législative : en faisant voter par sa propre majorité et avec le soutien des élus LR et RN une motion de rejet préalable sur sa propre proposition, Renaissance a court-circuité le débat à l'Assemblée nationale. Il s'agissait d'empêcher l'examen des amendements de l'opposition pour étudier le texte directement en commission mixte paritaire (CMP). Dans cette instance restreinte composée de députés et de sénateurs, le texte avait de fortes chances d'être adopté.

La CGT a dénoncé un « passage en force ». Sébastien Lecornu a fini par mettre un coup de frein à l'initiative. Même s'il a autorisé les boulangers et les fleuristes « indépendants » à faire travailler leurs salariés dès cette année, le chef du gouvernement a écarté l'idée d'une adoption du texte sans discussion.

L'offensive portée par Gabriel Attal vise à désacraliser le 1^{er} mai, dernier rempart à la marchandisation du temps, sous couvert de « liberté » et de « valorisation de l'effort ». Le 20 juillet 1889, la II^e Internationale socialiste avait consacré le 1^{er} mai comme journée de grève et de manifestation avec pour but la journée de travail à huit heures. Après moult revirements à la Libération, le 1^{er} mai est consacré comme

« fête des travailleurs » et devient, en 1948, le seul jour férié obligatoirement chômé et payé en France (1). Ce statut d'exception ne souffre qu'une seule réserve : la nécessité absolue d'assurer la continuité de l'activité, comme c'est le cas pour les hôpitaux, les établissements médico-sociaux ou les services de sécurité.

En élargissant cette dérogation aux fleuristes, aux boulangers ou à d'autres artisans, les députés Renaissance font basculer le 1^{er} mai dans une logique de marchandisation du temps. Le temps chômé n'y est plus considéré comme un droit collectif et un moment de suspension de l'activité économique, mais comme une ressource disponible selon les besoins du marché. Rappelons que, contrairement à la désinformation des médias dominants, indépendants et artisans peuvent ouvrir le 1^{er} mai. En revanche, ils ne peuvent pas faire travailler leurs salariés, sous peine d'amendes. L'argument du « volontariat » occulte l'inégalité inhérente au contrat de travail. En droit social, le consentement du salarié est biaisé par le lien de subordination. Dans les secteurs à faible qualification, le volontariat se transforme en contrainte tacite.

Dans leur ensemble, les Français sont favorables à ce que le 1^{er} mai puisse être travaillé (2). Cette apparente adhésion montre surtout les tensions liées au pouvoir d'achat, qui peuvent rendre l'ouverture à des jours normalement chômés plus acceptable dès lors qu'elle s'accompagne d'une compensation financière.

Cette réforme accentue la polarisation entre classe laborieuse, sommée de sa- ▶



PHOTO : ILLUSTRATION IA PERPLEXITY 2026.

▲ 1^{er} mai : seul jour férié obligatoirement chômé et payé en France. Pendant combien de temps encore ?

crifier son repos pour le confort immédiat des consommateurs, et l'élite des *bullshit jobs* (3) dont le temps de repos est préservé par la nature même de leur activité (ou non-activité). Plutôt que de niveler par le bas en forçant les artisans à imiter McDonald's, la logique de « concurrence déloyale » avancée par l'ex-Premier ministre devrait être inversée : fermer les *fast-foods* le 1^{er} mai et rendre à ce jour sa dimension symbolique. Au lieu d'étendre la logique marchande et de répondre aux besoins du patronat, on devrait réaffirmer la portée politique de la journée internationale des travailleurs en sanctuarisant ce temps hors du marché. ■

NICOLAS MAXIME.

(1). Loi n° 48-746 du 29 avril 1948 reprise dans le code du travail (Article L3133-1).

(2). Selon Odoxa, 61 % des Français sont favorables à ce que l'on autorise le travail le 1^{er} mai. Mais 61 % donnent raison à Sébastien Lecornu d'avoir renoncé à ce que le texte soit présenté.

(3). David Graeber, *Bullshit jobs*, Les Liens qui lièrent, 2018.

Économie

Tarifs en folie

La folle augmentation des prix provoquée par la « tarification dynamique » va s'étendre à un nombre croissant de secteurs.

Gare de Bordeaux, 1 heure du matin. Les voyageurs qui descendent du train qui accuse un gros retard ne trouvent plus de bus ni de tram. L'un d'eux demande un taxi sur son application : pour 5 minutes de trajet, il faut déboursier 60 euros. La bonne solution est de rentrer à pied malgré la fatigue de la journée, mais ceux qui habitent à plusieurs kilomètres de la gare doivent se résigner à payer le surprix demandé.

S'il veut assister à l'un des concerts de Céline Dion, le voyageur bordelais fera le même constat : les prix évoluent en fonction de l'offre et de la demande, ils peuvent doubler ou tripler d'une heure à l'autre, ou d'une minute à l'autre.

Tels sont les effets de la « tarification dynamique », un système mis au point aux États-Unis et qui produit de violents effets inflationnistes dans le monde anglo-saxon. Les Français sont confrontés à la brutalité de ce système depuis l'annonce des concerts de Céline Dion, mais cela fait bien des années qu'ils se sont habitués à la tarification dynamique des billets de train et de l'énergie.

Ce n'est qu'un début ! L'intelligence artificielle va permettre de développer ce mode de tarification avec une efficacité redoutable. Le prix des produits pourra être fixé selon les indications recueillies sur le consommateur. L'âge, la situation de famille, la marque du téléphone et sa date d'achat, le temps de consultation de certaines images sur Internet et bien d'autres

indices permettront de dresser un profil et d'établir des capacités financières en fonction desquelles le prix sera fixé. Vous avez quarante ans, vous disposez d'un téléphone coûteux, vous regardez des vidéos de voitures de luxe, vous avez surpayé un billet de concert ? Vous paierez le prix fort !

La tarification dynamique avantage les vendeurs et place les acheteurs dans un système qui les prive d'informations sur les prix, ce qui rend leurs décisions aléatoires et les transforme en spéculateurs dans des opérations risquées. Il faudra, sans tarder, que le législateur revoie les règles de détermination des prix. ■

CLAUDINE UZERCHE.

Sur le front paysan

Continuité à la FNSEA

Arnaud Rousseau se succède à lui-même à la tête du premier syndicat agricole.

Céréaliier, président du conseil d'administration du puissant groupe oléagineux Avril, maire de Trocy-en-Multien (Seine-et-Marne), Arnaud Rousseau, 52 ans, a été réélu président du syndicat agricole FNSEA, qui revendique plus de 200 000 adhérents, pour un mandat de trois ans.

La Quinzaine en France

■ **Inflation.** – Alors que le budget 2026 a été construit sur une inflation de 1,5 %, les analystes de BNP Paribas prévoient un dérapage des prix de 3,3 % sur l'année, du fait de la guerre au Proche-Orient.

■ **Syndicats.** – Le 26^e congrès du syndicat Force ouvrière, réuni à Dijon durant 5 jours, a réélu, le 25 avril, son secrétaire général, Frédéric Souillot, 58 ans, avec plus de 98 % des voix des 3 000 votants, pour un nouveau mandat de 4 ans. Ancien salarié de Schlumberger, Frédéric Souillot est issu de la fédération FO des métaux.

■ **Travail.** – Le Premier ministre, recevant, le 17 avril, les représentants des boulangers et fleuristes artisanaux, leur a donné l'autorisation de faire travailler leur personnel le 1^{er} mai sur la base du volontariat. Le gouvernement déposera un projet de loi pour pérenniser cette autorisation.

■ **Impôts.** – Le conseil des prélèvements obligatoires (CPO) de la Cour des comptes a rendu public, le 22 avril, un rapport dans lequel il met en cause la multiplication des niches fiscales. En 2025, le coût de ces avantages fiscaux représentait plus de 92 milliards d'euros, soit l'équivalent de la moitié du déficit de l'État.

Il était le seul candidat à ce poste clef du monde agricole. Longtemps représentante incontestée des producteurs et industriels de l'agro-alimentaire, la FNSEA, née de la Résistance mais héritière des structures de la Corporation paysanne de Vichy, est désormais concurrencée par la Coordination rurale et la Confédération paysanne. Elle gère une large majorité des chambres départementales et régionales d'agriculture. Arnaud Rousseau a succédé en avril 2023 à une éleveuse de porcs angevine, Christiane Lambert, première femme à occuper ce poste. Son profil rappelle celui du charismatique Xavier Beulin, qui présida la FNSEA de 2010 à sa mort prématurée en 2017. Ce céréaliier de la Beauce présidait lui aussi le conseil d'administration du groupe Avril.

Adeptes de la cogestion avec le ministère de l'Agriculture, la FNSEA a donc choisi la continuité à une période difficile pour l'agriculture française confrontée au défi du renouvellement des générations, à une baisse de la productivité des exploitations et à une concurrence internationale dopée par des accords de libre-échange qui suscitent une forte hostilité au sein de la profession. À cette crise structurelle vient s'ajouter l'épreuve de la flambée des prix du pétrole et des engrais. Autant de dossiers sur lesquels Arnaud Rousseau va devoir obtenir des résultats s'il veut amener son syndicat en ordre de marche pour les élections professionnelles de 2031. ■

JEAN BONGRAIN.

■ **Automobile.** – Le groupe Stellantis a annoncé, le 16 avril, que son site historique de Poissy (Yvelines), qui employait jusqu'à 27 000 personnes dans les années 1970, n'allait garder que 1 000 salariés sur les 1 500 actuels et ne produirait plus d'automobiles dès 2029.

■ **Téléphonie.** – Le consortium qui réunit Bouygues, Orange et Iliad (Free) a repris, le 17 avril, des négociations exclusives pour se partager les fréquences téléphoniques de leur concurrent SFR, dont la maison mère Altice accuse une dette estimée à 15,55 milliards d'euros. L'offre de reprise s'élève à 20,35 milliards, 3 milliards de plus qu'une offre formulée en octobre dernier.

YVONNE CHASSARD.





Chronique internationale

Trump, les Africains et nous

par Yves La Marck.

Trump impose son tempo, y compris en Afrique. Le rêve macronien de « come back » africain est dicté par lui. Cela ne conduit qu'à des impasses. Ce serait le cas d'une politique africaine sur ce modèle après 2027.

Trump fait semblant de mener en Afrique une politique idéologique discriminante : blanche et chrétienne. Celle de ses intérêts cible les ressources minérales et les menaces djihadistes. Les deux premières répondent à sa base MAGA : très tôt, sous l'influence des Sud-Africains Elon Musk, Peter Thiel ou David Sacks, il choisit comme ennemi le régime sud-africain de l'ANC, accusé de discriminations à l'encontre de la minorité « blanche » hier au pouvoir. L'ambassadeur américain, à peine arrivé à Pretoria en février, a recensé 150 lois défavorables aux « Blancs ». Ces derniers bénéficient d'un accueil privilégié à l'immigration aux États-Unis, auquel peu ont eu recours.

La politique religieuse sous la pression des milieux évangéliques américains figure traditionnellement parmi les priorités du Département d'État. Elle a ainsi permis en 2011 la séparation du Soudan du Sud, non musulman, du reste du Soudan. En février, elle a décidé la Maison Blanche à confronter le Nigeria pour passivité dans la défense des chrétiens, qui constituent environ 45 % de la population. Une frappe sur un camp à proximité du Niger a été peu commentée. Il

semble qu'il s'agisse moins d'un enjeu religieux que de la lutte contre l'État islamique au Sahel (EIS). Une guerre sourde menée par les forces spéciales vise les centres de résurgence de EI à travers le continent depuis le Puntland somalien jusqu'au Cabo Delgado au nord-Mozambique et du lac Tchad (Boko Haram) au Mali où les Américains ont entamé leur retour en dénonçant les erreurs commises (par les Français).

Une politique africaine en rupture avec celle de la décennie Macron commencerait par la reprise des relations avec les trois États du Sahel et le Tchad, et une réconciliation entre l'Alliance des États du Sahel (AES) et la CEDEAO.

Partout ailleurs, la politique américaine cible les minerais stratégiques et la garantie de la navigation maritime circumafrique (valorisée depuis les risques en mer Rouge et dans le golfe), deux domaines qu'elle dispute à la Chine. La priorité géographique va donc, d'une part, à la République démocratique du Congo, « *monstre géologique* », d'autre part, au golfe de Guinée.

▲ Emmanuel Macron et les représentants des gouvernements du G5-Sahel (Mauritanie, Niger, Burkina Faso, Mali et Tchad) en juin 2020, en Mauritanie.

Et nous ? Et nous ? – Oublions Orano (les mines d'uranium abandonnées au Niger) et Bolloré (qui contrôlait plus de ports que les Chinois et les Émirats arabes unis); oublions les candidats « francophiles » échoués, recyclés dans la diaspora, les Lionel Zinsou au Bénin ou les Tidjane Thiam en Côte d'Ivoire, ou encore Macky Sall au Sénégal, tous trois financiers « innovants » du développement; oublions la danse du ventre autour des BRICS par l'Agence française de développement (AFD), dont la nouvelle dénomination annoncée n'a jamais vu le jour, mais qui n'a d'yeux que pour l'Afrique du Sud, l'Inde, le Brésil, éventuellement la Chine, faute de Russie, l'Indonésie – mais presque rien, au compte-goutte, un saupoudrage d'aides publiques en voie de disparition aux anciens pays africains dits du champ, francophones; sur le continent, la prime va aux anglophones, considérés comme « *business-friendly* » en bon « *globish* », et accessoirement sans passé commun avec la France, au Ghana, au Kenya, les grands opérateurs nigériens. Tel sera le sens du sommet France-Afrique tenu à Nairobi les 15-16 mai, marquant non un renouveau, mais le chant du cygne de la macronie, politique du vide, contraire d'une politique.

La France ne sait plus à quel saint se vouer. Le 10 avril, Macron s'est précipité au Vatican – où il n'avait jamais rencontré le nouveau pape en onze mois – la veille ►

du départ de Léon XIV pour son périple africain (Algérie, Angola, Cameroun, Guinée équatoriale). L'Afrique subsaharienne est le continent où la population de baptisés croît le plus vite, jusqu'à ce que, en 2066, il contienne la moitié des catholiques dans le monde. Il y aura alors belle lurette que l'Église comptera un pape noir, une chance sur deux qu'il soit francophone. Le même calcul reposait au siècle dernier sur « *l'islam noir* », alors majoritairement francophone (Vincent Monteil).

Sur la politique religieuse, comme sur une « *politique noire* » comme l'ambassadeur de France en Afrique du Sud l'avait programmée avant la fin de l'*apartheid*, la France dispose encore de quelques cartes. Mais ce ne sont que des coups de com(muniqué), à portée symbolique. Les restitutions de pièces d'art (avec un projet de loi votée à l'Assemblée nationale le 13 avril, neuf ans après les promesses de Ouagadougou, et qui doit être adoptée par les deux chambres d'ici le 7 mai), la politique mémorielle, les éventuelles compensations pour crime contre l'humanité de la traite transatlantique (résolution de l'Assemblée générale des Nations unies du 25 mars 2026) ne font pas une « *politique africaine* » dont le président avait déclaré dès 2017 à Ouagadougou qu'il n'y en aurait plus. Il a pleinement réussi dans ce projet d'éradication.

Un néo-trumpisme français ? – Pour rebondir, la France va-t-elle se mettre en Afrique à faire du néo-trumpisme ? Ce serait rétrograder. L'exfiltration de Maduro, la France l'avait réussie avec Laurent Gbagbo en Côte d'Ivoire le 11 avril 2011, déféré devant la Cour pénale internationale de La Haye, dans les geôles de laquelle il a croupi pendant huit ans avant d'être acquitté en 2019. Macron était tout feu tout flamme en 2022 et 2023 pour renverser les juntes militaires des trois États du Sahel et libérer son ami le président Mohamed Bazoum à Niamey. Il roulait tambour à Abidjan et à Abuja auprès de l'organisation régionale, la CEDEAO. Il n'en fut heureusement rien. Mais il en était allé de sa crédibilité africaine.

Une politique africaine en rupture avec celle de la décennie Macron commencerait par la reprise de relations avec les pouvoirs forts ou stratégiques, dont Paris s'est coupé, que sont les trois États du Sahel et le Tchad, augurant d'une réconciliation entre l'Alliance des États du Sahel (AES) et la CEDEAO. D'ores et déjà, le Togo de Faure Gnassingbé, au pouvoir depuis une vingtaine d'années (et son père, le président Eyadéma, avant lui pendant 38 ans), s'est placé en qualité de médiateur.

La deuxième étape sera la plus difficile : quel rôle pour les militaires ? L'hypothèse est ici que Trump, dans le cadre de la réévaluation de ses liens avec l'Europe, déplace le siège d'Africom, le commandement pour l'Afrique (sauf l'Égypte) de Stuttgart en terre africaine. Djibouti avait été envisagé mais la base américaine qui s'y trouve est tournée vers le Moyen-Orient. Un autre

emplacement était recherché dans le golfe de Guinée (Sao Tomé). Ne serait-ce pas un premier pas vers une sorte d'OTAN africaine, une OTAS (Organisation de l'Atlantique sud), qui n'existe pas aujourd'hui, alors que la côte orientale est couverte dans le cadre de la stratégie indo-pacifique. Une politique française ne saurait s'y dérober.

Pour ces deux axes, diplomatique et militaire, il est préférable qu'il n'y ait aucune place pour une implication de l'Union européenne en tant que telle. La France, comme elle aurait toujours dû le faire en Afrique, sauf à y être contrainte par manque de moyens matériels, agit de manière souveraine et en pleine indépendance sans avoir à se référer à quiconque à Bruxelles. Dans ce sens, il sera mis fin au mandat de l'Agence

française de développement qui pourra continuer sa mission bancaire privée, sans interférence avec le choix des priorités, sans engager de crédits publics ni influencer sur les relations diplomatiques. Les financements français seront ainsi déliés des règlements européens ; les ambassadeurs de l'Union européenne perdront toute présence sur les ambassades nationales pour tout ce qui ne relève pas de leurs compétences techniques. Comme on commence à le comprendre depuis le démantèlement de l'USAID, l'aide humanitaire ne saurait faire l'objet d'enchères internationales. Elle doit être strictement dépolitisée. Ces réorientations supposeront un pilotage fort autour d'une direction générale d'Afrique dûment renforcée au Quai d'Orsay. ■

Europe

La Bulgarie à l'ère du renouveau ?

Les élections législatives du 16 avril ouvrent peut-être une ère de stabilité politique pour une Bulgarie en colère.

Les Bulgares se sont rendus aux urnes pour la huitième fois en cinq ans le 16 avril. Diverses raisons expliquent ces élections à répétition. Le système constitutionnel est une cause du phénomène. Une fois les 240 députés du Parlement monocaméral élu, si les deux premiers partis en nombre de sièges échouent l'un après l'autre à former une majorité, le président de la République nomme un gouvernement intérimaire et convoque des élections anticipées. Or la multiplication des partis jointe à un mode de scrutin à la proportionnelle rend l'émergence d'une majorité parlementaire plus qu'aléatoire. Vient s'ajouter la fragilité de partis et de majorités relatives soumises à la colère populaire. Et les raisons ne manquent pas. La corruption

d'abord, qui est un mal endémique dans la vie politique bulgare, contre laquelle la classe politique est impuissante lorsqu'elle n'est pas complice. Sans oublier l'appareil judiciaire, qui apparaît aux yeux de l'opinion comme implacable avec les faibles et complaisant avec les puissants. Enfin, les performances économiques désastreuses du pays (dernier du classement de l'Union européenne) malgré des progrès certains, et les inégalités sociales abyssales qui profitent à une minorité provoquent des explosions de colère régulières, notamment chez les jeunes. Le passage à l'euro en janvier 2026, décidé sans assentiment populaire, a renforcé à tort ou à raison la peur de l'avenir.

Le gouvernement de Rossen Jeliakov, proche de Boiko Borissov, principale figure du paysage politique bulgare depuis dix ans au moins, ne pouvait tenir davantage. Suite à sa démission le 11 décembre 2025, les principaux partis ont abandonné en quelques jours, en janvier 2026, toute tentative de création d'une majorité parlementaire. Les électeurs ont donc été convoqués. Le résultat apparaît presque comme une bonne surprise. Le 19 janvier, le président



▲ Roumen Radev, ancien pilote de chasse et ancien président de la République, sur le point de devenir Premier ministre en Bulgarie.

SOURCE : WIKIMÉDIA. PHOTO : SITE PRESIDENT.BG

Roumen Radev annonce sa démission, acceptée quelques jours plus tard par la Cour constitutionnelle. Il crée le parti Bulgarie progressiste (BP) qui obtient 130 sièges et 44, 59 % des suffrages exprimés, soit la majorité absolue des sièges. Le parti de Boiko Borissov est laminé et n'obtient qu'un peu plus de 13 % des voix et 39 députés, et l'alliance électorale favorable à l'UE, Bulgarie démocratique (DB), qu'un peu plus de 12 % et 37 sièges. Enfin, le taux de participation dépasse les 51 % alors qu'en 2005 il atteignait péniblement les 39 %. Les médias européens plutôt mal réagi.

Roumen Radev n'a-t-il pas affirmé que la Crimée était russe ? N'est-il pas opposé à la livraison d'armes à l'Ukraine ? Ne souhaite-t-il pas faire de la Bulgarie un pont entre la Russie et l'Union européenne ? N'a-t-il pas condamné une adhésion à l'euro sans référendum préalable ? Rien ne dit cependant que le futur Premier ministre s'opposera à la livraison d'armes à l'Ukraine même si, pour lui, son pays n'a pas vocation à en fournir davantage ou qu'il mettra son veto au versement de crédits supplémentaires même s'il ne souhaite pas y contribuer. Son pays ne peut pas se passer des subsides de l'Union européenne et ses électeurs n'ont pas voté un rapprochement avec la Russie mais pour la stabilité politique et pour une lutte efficace contre la corruption. ■

MARC SÉVRIEN.

Voix étrangères

Terrific

Trump avait prédit que la visite royale serait « *terrific* ». Elle l'a été au-delà de toute espérance. « Le roi a conquis Washington » (*The Spectator*); « Le roi a prouvé qu'il est le seul dirigeant britannique que Trump écoute » (*The Telegraph*); « Donald Trump tremble devant le pouvoir de la Couronne » (*New Statesman*). La question avant le voyage était de savoir si le déplacement royal, maintenu malgré la guerre en Iran, malgré l'attentat du Hilton le samedi précédent, allait être suffisant pour réparer la relation spéciale entre les deux pays mise à mal par les désaccords publics entre la Maison Blanche et le 10 Downing Street.

Le Premier ministre Keir Starmer est accusé d'instrumentaliser la Couronne. C'est lui qui avait cru amadouer Donald Trump en sortant de sa poche une invitation de la main du monarque à effectuer une seconde visite d'État, qui avait été plutôt compassée en septembre 2025, avant de faire machine arrière tout en refusant de se joindre à la guerre en Iran. N'a-t-il pas fait preuve de lâcheté en envoyant le roi au casse-pipe à sa place ? Le courage de Charles a été salué en comparaison, n'ayant pas hésité à citer « *mon Premier ministre* » dans son discours au Congrès, bravant la hargne trumpienne à



▲ Charles III. La visite officielle du roi vue par le magazine britannique *The New Statesman*.

l'égard du chef du Parti travailliste. La monarchie a déployé tout son art diplomatique sans lequel les politiciens londoniens ne représenteraient que leurs pauvres et inutiles personnes.

De son côté, Trump est aux anges quand il peut enfoncer un coin entre le Premier ministre et le monarque. Faisant fi des conventions constitutionnelles, il semble d'autant plus heureux quand il peut « *politiciser* » le roi. Il n'y a pas manqué dans son toast au banquet d'État, en accordant à ce dernier une opinion, personnelle ou non, par rapport à l'Iran et à la bombe.

Le torrent d'amabilités, de traits d'esprit, de sourires, de cérémonial et de « *tea parties* » (référence au sac des bateaux de thé à Boston, à l'origine de la rébellion en 1773) confirme, certes, la relation transatlantique dans son principe. On doute qu'elle ait un impact sur les décisions de part et d'autre sur l'OTAN ou sur le détroit d'Ormuz.

La presse britannique se demande si l'on n'a pas assisté avec Donald Trump, écosais par sa mère, à la dernière manifestation d'anglophilie américaine, espèce en voie d'extinction. L'hebdomadaire de gauche *New Statesman* se veut incrédule sur l'attrait créé dans l'imagination des gens hors du Royaume-Uni par les us et coutumes de la monarchie – le roi en a joué dans son discours au Congrès en relativisant les 250 ans d'indépendance américaine, comme « *un autre jour* » en Angleterre –, un sens de la gratuité et du service, un art de vivre, pour l'honneur, un terme devenu incompréhensible, et finalement, résumant le tout, l'humour (*humor*), dont Charles a truffé ses propos et qui ne passe pas la traduction, comme le roi l'a bien senti quand il a cité Oscar Wilde, les deux pays étant unis sur tout sauf sur un point, la langue !

Le roi Charles III ne serait que le représentant d'une époque révolue, le dernier gentleman, n'est-il pas ? (pour parler comme dans *Astérix chez les Bretons*). ■

Y. L. M.

Les Faits marquants

■ **États-Unis.** – Le président Trump et le vice-président J. D. Vance ont échappé, le 25 avril, à une tentative d'assassinat commise à l'hôtel Hilton de Washington alors qu'ils participaient au dîner des correspondants de presse. Un homme de 31 ans a ouvert le feu dans le bâtiment sans faire de blessé mais provoquant une panique générale et l'évacuation des convives. Il a été mis en examen le 27 avril et encourt une peine de prison à perpétuité.

■ **Tibet.** – Les Tibétains résidant dans 27 pays ont été appelés, les 1er février et 26 avril, à renouveler leur Parlement en exil, créé en 1960 et localisé à Dharamsala (au nord de l'Inde). 91 000 électeurs recensés devaient prendre part à ce vote, dont les résultats ne seront proclamés que le 13 mai. Tenue simultanément, l'élection du chef du gouvernement (le *sikyong*) a consacré dès le premier tour le sortant, Penpa Tsering, qui se maintiendra donc en fonctions.

■ **Mali.** – Le ministre de la Défense Sadio Camara a été tué à Kati (périphérie de Bamako) le 25 avril lors d'une attaque contre sa résidence, conjointement lancée par le Front de libération de l'Azawad et le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans. Un hommage national lui a été rendu le 30 avril en présence du président de la Transition de la République, le général Assimi Goïta. Les djihadistes occupent Kidal au nord du pays et ont appelé à un front commun contre la junte.

■ **Royaume-Uni.** – Essa Suleiman, un sujet britannique originaire de Somalie, a été mis en examen le 1er mai pour la tentative de meurtre au couteau commise deux jours plus tôt à Londres contre deux membres de la communauté juive. L'attaque est prise d'autant plus au sérieux par le gouvernement qu'elle s'inscrit dans le prolongement d'actes incendiaires visant, depuis la fin du mois de mars, des synagogues du nord-est de la capitale.

CASIMIR MAZET.





Programmation militaire

Sommes-nous au bord du précipice ?

par Éric Cézembre.

L'actualisation de la loi de programmation militaire (LPM) résulte d'un constat inquiétant ; il est peut-être plus tard que nous ne le pensions, c'est avant la fin de la décennie que le pouvoir nous dit envisager la guerre. Elle n'aboutit qu'à un budget militaire de 2,5 % du PIB quand 3 % seraient nécessaires.

Le Conseil des ministres a examiné le 6 avril l'actualisation de la loi de programmation militaire 2024-2030, présenté par Sébastien Lecornu, qui semble avoir oublié qu'il déclarait naguère que nos armées avaient un problème de masse. Aujourd'hui, l'urgence semble saisir le gouvernement, il ne s'agirait plus que de préparer les forces existantes à un conflit imminent. L'analyse est que Poutine pourrait se lancer avant 2030 dans une aventure militaire.

Quelle menace ? – On peut s'étonner de la relative discrétion. Si l'hypothèse de travail estimée crédible par le gouvernement et les états-majors est la possibilité d'une agression imminente de la Russie poutinienne contre un État européen allié, ce devrait être le centre de notre débat public. Amener les formations politiques à clarifier leur position vis-à-vis de la Russie, mettre notre société en état de résilience devrait être la priorité absolue. Or, comme souvent en démocratie, les préoccupations intérieures de bas niveau encombrant la discussion.

Que pouvons-nous craindre ? – Le sursaut de l'Ukraine, armée par les Européens qui ont largement pris la relève des États-Unis, et dotée d'une base industrielle et technique dynamique, nous donne un répit. Mais le régime de Poutine ne serait pas la première dictature engagée dans une impasse à jouer son va-tout. L'agression contre l'Ukraine fut en son temps considérée comme improbable parce qu'illogique. Mais Poutine était déjà dans une logique de guerre et non de diplomatie classique.

Les nationalistes russes considèrent que leurs voisins, qui appartenaient à l'Empire des tsars, leur ont été dérobés après 1917, qu'ils les reconquirent en 1945 au prix de leur sang, et qui leur furent de nouveau ravis à la chute de l'URSS. Que leurs peuples aient été asservis par eux ne fait pas partie de leur vision de l'Histoire.

Imaginons le scénario d'un affrontement. Contrairement aux schémas de la Guerre froide, la Russie n'a plus les moyens d'une attaque générale contre l'Europe de l'Ouest. Mais plutôt d'une opé-

ration de type Crimée, visant à s'emparer très vite d'un territoire, par exemple l'un des pays baltes, tout en intimidant les États d'Europe pour les dissuader de se porter à la rescousse. S'y préparer est une dissuasion sans doute efficace. Mais s'agit-il seulement de passer la décennie 2020, après laquelle la menace aurait disparu ?

On ne peut critiquer le sursaut. Boucher les trous capacitaires, en premier lieu le manque de munitions, était une urgence, et les chefs militaires ont eu leur mot à dire : l'alerte avancée, en liaison avec l'Allemagne ; les munitions (+ 53 % par rapport à la LPM ; les munitions téléopérées (+ 400 % par rapport à la LPM), l'armement air-sol (+ 240 %), le missile de croisière SCALP, les munitions de 155 (+ 190 %), les torpilles (+ 230 %), les missiles sol-air. Les études sont engagées pour disposer, avec nos alliés, d'un missile balistique sol-sol d'une portée de 2500 km avant la fin de la décennie.

Mais en matière de munitions, il convient de raisonner en flux et non plus en stock. La ministre l'a d'ailleurs affirmé, mais le stock prévu n'est pas suffisant pour se transformer en flux.... Les États-Unis se trouvent ainsi dans la situation d'avoir consommé une grande partie de leur stock de munitions sophistiquées, sans que le rythme de production puisse combler ce déficit.

Que cherchons-nous ? – Notre pays fait, depuis de Gaulle, reposer sa défense sur la dissuasion. Nous ne cherchons pas à gagner la Troisième Guerre mondiale, mais à l'empêcher. Jacques Sapir, étudiant les archives

◀ **Des stagiaires réservistes** lors d'une instruction sur le tir au combat par le 1^{er} RIMa.

soviétiques, est arrivé à la conclusion que c'est l'incertitude supplémentaire créée par l'arme nucléaire française qui a dissuadé la direction soviétique d'envisager l'invasion de l'Europe occidentale.

Qu'aurons-nous à faire ?

Sur terre, à mettre en place de façon préventive ou presque instantanée des forces même légères, pour éviter le fait accompli. Puis à refouler l'adversaire, avec les alliés que nous aurons, donc avec ou sans les États-Unis. À faire peser une menace, ou à exercer une action, sur d'autres zones de contact, éventuellement en Ukraine, qui a l'avantage de se situer bien en-deçà des « lignes rouges » nucléaires de la Russie. Privilégier l'initiative et l'agilité, face à la force brute.

Gagner la bataille aérienne pour soutenir nos forces terrestres et pour faire peser une menace sur l'ensemble du territoire européen. Sachant que les F35 achetés à prix d'or par nos amis européens ne décolleront pas forcément.

Menacer, ou engager effectivement, une extension du conflit aux espaces maritimes, spatiaux, cyber. Sachant que l'aviation commerciale serait probablement clouée au sol, et qu'une forte pression diplomatique s'exercerait pour préserver le trafic maritime.

Contribuer à la dissuasion nucléaire pour notre pays mais aussi pour nos alliés qui le souhaitent. Cette donnée nouvelle (pas si nouvelle) suppose que nous conservions, après une bataille aérienne, les moyens d'un raid nucléaire.

Intervenir avec des forces conventionnelles suffisantes pour peser dans la décision et crédibiliser la menace nucléaire. Celle-ci était crédible lorsque l'affrontement devait, lors de la Guerre froide, se livrer à nos frontières, mais cette crédibilité doit être restaurée si la bataille a lieu à la frontière finno-russe. La question du commandement

se posera, surtout si les États-Unis sont absents et le SACEUR hors du jeu.

Être prêts à dissuader tout adversaire qui serait tenté de s'attaquer à nos compatriotes d'outre-mer ou à nos intérêts globaux pendant que nous sommes occupés ailleurs. Le meilleur outil est sans doute une flotte de sous-marins d'attaque nettement supérieure aux six existants.

Chez nous, mettre en œuvre une défense opérationnelle du territoire réinventée, faisant une large place aux réservistes, aux drones.

L'actualisation de la loi de programmation militaire répond-elle à ces questions ? – Non, vingt fois non, et c'est d'autant plus grave que le raisonnement sous-jacent est que la guerre est possible dans les toutes prochaines années.

Car cet effort budgétaire non négligeable ne prépare pas l'avenir. Tout se passe comme s'il s'agissait d'une loi d'urgence, laissant aux équipes qui s'installeront en 2027 le soin de poursuivre ou non l'effort de réarmement.

Les munitions manquent certes cruellement, et même le projet soumis au Parlement ne nous assurera pas la capacité à mener plus de quelques jours ou semaines un conflit de haute intensité. De jeunes sociétés proposent des solutions de grande qualité, des entreprises comme Renault peuvent s'orienter vers une production en quantité, et les commandes à passer pourront être honorées pour peu qu'on accepte une certaine diversité.

Il y a des temps très différents. Un drone peut être commandé et fabriqué rapidement, mais sera peut-être dépassé en quelques mois, tant la compétition est sévère en matière de mesures et contre-mesures. En revanche, les plateformes terrestres, navales, aériennes commandées aujourd'hui ne seront opérationnelles que dans plusieurs années. Raison de plus pour commencer tout de suite, aurait dit Napoléon.

Or le projet ne touche en rien au format très insuffisant de nos forces, tous

les intervenants l'ont souligné et presque unanimement déploré lors de l'audition des ministres devant la commission de l'Assemblée nationale. On arme enfin nos frégates et nos unités terrestres de vecteurs en nombre réaliste, mais le nombre de plates-formes reste insuffisant.

Le nombre de frégates de premier rang reste fixé à quinze, le porte-avions restera unique, alors qu'un second ne coûterait que la moitié du premier. Prolonger la vie des frégates de surveillance n'aura qu'un impact marginal. Le futur sous-marin *Invincible* remplacera dans les années trente une autre unité au lieu de s'y ajouter.

Les chars, même rénovés, et l'éventuel char de transition entre le Leclerc et le char européen du futur resteront au nombre de 200.

Le nombre de Rafale restera stable, même si l'on peut admettre le raisonnement exprimé par la ministre d'attendre le futur Rafale F5, qui manifesterait une réelle supériorité tactique. Mais si la menace est bien immédiate, il serait tout de même imprudent de ne pas accroître dans une mesure raisonnable le nombre de Rafale, même au standard F4.

Il n'y aura pas de hausse significative des effectifs autres que la réserve. Bercy veille. Alors même que les unités, déjà en nombre insuffisant, sont surchargées par l'opération Sentinelle, où elles servent de variable d'ajustement pour la gestion de la police. Certes, le conflit ukrainien montre que les drones peuvent suppléer les hommes, mais il y a une limite.

La « dissuasion avancée » signifie que nous sommes prêts à mettre en jeu la survie de notre pays, et potentiellement de la civilisation humaine, aux confins de la Russie et de pays amis. Jouer avec ce concept sans se donner les moyens est inconséquent et, disons-le, criminel.

Royaliste avait émis des propositions précises (1), actualisées par le tableau ci-contre, qui propose pour le début de la décennie 2030 des objectifs tenant compte de la situation et des délais de construction. Un député de gauche a évoqué une « loi de sincérisation », laissant entendre que l'actuelle programmation était largement factice. Mme Vautrin a répondu à la commission qu'elle était prête à engager dès maintenant une réflexion sur le format des armées. Acceptez le défi ! Mettez en chantier une nouvelle loi de programmation !

Nous en appelons aux parlementaires : que cette révision soit liée à la présente loi d'actualisation et qu'elle engage le gouvernement. Si l'on cherche de l'argent, il est possible de convertir en commandes aux industries une partie des aides aux entreprises. Si vraiment il y a urgence, prenons-la enfin au sérieux. ■

(1). Cf. *Royaliste* n° 1256 bis Spécial Défense nationale, du 13 mai 2023. En lecture directe sur <https://www.archivesroyalistes.org/No-1256-bis-Special-Defense-nationale-2371>

Programmation militaire 2024-2030			
Programmes majeurs	Situation fin 2024	LPM actualisée 2030	Notre proposition 2030-2032
Forces terrestres			
Chars Leclerc	200	200	200
Nouveaux chars de combat	0	À l'étude	En production
EBRC Jaguar	95	238	300
Canons Caesar	70	120	150
Marine			
1 ^{er} Porte-avion NG	0	en construction	En construction
2 ^e Porte-avion NG	0	0	En projet
SNA	6	6	7 à 8
Frégates de 1 ^{er} rang	15	15	17 à 18
Aviation et aéronavale			
Rafale Air et Marine	146	178	200
Effectifs prof. toutes armes	269.000 ETP.	275.000 ETP	300.000 ETP
Réservistes	30.000.	80.000	100.000



Une œuvre

Régis Debray, écrivain combattant

par Bertrand Renouvin.

Deux journées consacrées à Régis Debray se sont tenues les 16 et 17 décembre 2025 sous l'égide de la Fondation Res Publica. L'œuvre de cet écrivain combattant qui réfléchit « tous azimuts » a pu être présentée dans sa diversité et sa belle unité par ses vieux amis et par de jeunes commentateurs.

Régis Debray est à l'opposé de l'intellectuel engagé, dont Jean-Paul Sartre a laissé le périssable souvenir et qui a pris depuis quelques décennies la figure charlatanesque de Bernard-Henri Lévy. Régis appartient à la lignée des écrivains combattants, celles de Marc Bloch, de Jean Cavaillès, de Vladimir Jankélévitch, d'André Malraux. Tandis que les intellocrates refaisaient la guerre civile espagnole et la Résistance dans les cafés de Saint-Germain-des-Prés, Régis Debray s'entraînait au maniement d'armes à Cuba avant d'aller combattre aux côtés du « Che » en Bolivie. Célèbre lorsqu'il était prisonnier à Camiri, discret lorsqu'il apporta son concours aux Afghans en lutte contre les Soviétiques, puis ses qualités militaires face aux Contras du Nicaragua, le combattant n'a cessé d'écrire, effaçant les frontières artificielles entre la pensée et l'action.

Tenues sous la présidence souriante de Didier Leschi dans la belle salle des conférences de la Bibliothèque nationale, les Journées de décembre ont permis de prendre la juste mesure d'une œuvre ni prolifique ni proliférante comme on

le dit trop souvent, mais d'une remarquable cohérence intellectuelle et d'une rare franchise dans le récit des aventures personnelles. Consacrées aux aspects littéraires de l'œuvre, à la *médiologie*, aux relations internationales, aux modalités du Politique, les tables rondes (1) n'étaient pas seulement intéressantes mais, pour nous, riches de souvenirs : ceux d'un demi-siècle de rencontres, de débats et de causes communes. Ensemble, nous étions avec François Mitterrand, puis avec Jean-Pierre Chevènement pendant la campagne de 2002 et nous sommes restés, comme lui, avec de Gaulle.

Il est essentiel de relire Régis Debray pour comprendre à quel point nous sommes aujourd'hui privés de sacralité.

Nous comptons parmi les héritiers du gaullisme de gauche, Régis se définit comme un « gaulliste d'extrême gauche », et les nuances qui peuvent nous distinguer dans notre relation à la nation et à l'État – à la République – ne nous empêchent pas d'exprimer les mêmes refus et les mêmes

espérances.

Comme il se doit, la première table ronde portait sur le sacré, la République et la Nation. Dans son intervention, Jean-François Colosimo a souligné le rôle fondamental de la *Critique de la raison politique* (Gallimard, 1981) qui rompait avec l'air du temps et avec l'idée qu'on se faisait alors de son auteur. Régis Debray expliquait que le sacré est la condition décisive de l'existence de la société : la croyance, avec ses rites, ses symboles et sa référence à l'invisible est ce qui permet de souder les groupes humains. Le constat vaut pour la société laïque qui vénère son drapeau tricolore, ses Grands hommes rassemblés au Panthéon et ses fils tombés au champ d'honneur...

Pour comprendre cet état de fait, Régis Debray a mobilisé le concept d'incomplétude selon Gödel. Ce célèbre logicien énonce qu'une théorie élaborée à partir d'un système formel et contenant l'arithmétique comportera forcément une proposition indécidable, qu'on ne peut ni démontrer ni infirmer, comme l'a rappelé le mathématicien Jean-Yves Chevalier dans son exposé. Ce qui est clos est donc ouvert, explique Régis Debray répondant par avance à toutes les formes d'identitarisme et de citoyenneté mondiale : « *Il n'y a pas de système organisé sans clôture, et aucun système ne peut se clore à l'aide des seuls éléments intérieurs à ce système.* »

Une crise des médiations. – Les enjeux de civilisation et les relations internationales sont au cœur de la réflexion militante de Régis Debray, étudiée lors de la deuxième table ronde avec des interventions d'Anne Rosencher, Dominique de Villepin,

◀ Régis Debray, « gaulliste d'extrême gauche » comme il se définit, appartient à la lignée des écrivains combattants.

Christophe Ventura, Jérôme Fourquet... L'auteur de *La Puissance et les Rêves* (Gallimard, 1984) et des *Empires contre l'Europe* (Gallimard, 1985) a su faire vivre la pensée gaullienne alors que la plupart, à gauche comme à droite, étaient décidés à la liquider. Puis il a osé faire l'éloge des frontières et fustiger l'américanisation à l'époque de la « mondialisation heureuse » et de l'évidence atlantiste. N'oublions pas que Régis Debray a contesté, dans un livre paru voici douze ans, « ...ce mot-valise d'Occident, une notion bien-pensante autant que mal pensée et toujours de mauvaise foi puisqu'elle n'est pas ce qu'elle est et est ce qu'elle n'est pas » (*Que reste-t-il de l'Occident ?* dialogue avec Renaud Girard, Grasset, 2014).

Quant à la médiologie, objet de la troisième table ronde, nous avons eu le privilège d'assister, en direct, à la naissance d'une discipline, théorisée et enseignée par Régis Debray. Pour nous, cet événement épistémologique était d'autant plus passionnant que nous faisons, avant la publication du *Cours de médiologie générale* (Gallimard, 1991), de la médiologie sans le savoir. Cela d'une double manière. Le domaine politique est un système de médiations plus ou moins bien agencées ; l'action militante n'existe pas sans des appareillages techniques qui assurent la transmission des idées. Dans l'ensemble des dispositifs symboliques et matériels, les médias ne sont pas au centre du dispositif mais dans ses marges puisque le propre des médias est de ne rien médiatiser, ou si peu de choses. Nous sommes en train de vivre une crise des médiations. Quand les rites patriotiques sont interdits aux simples citoyens, quand la symbolique nationale est détournée par des personnages égocentriques, il est essentiel de relire Régis Debray pour comprendre à quel point nous sommes aujourd'hui privés de sacralité.

Nous l'avons souvent dit : il existe depuis le XVI^e siècle un parti des Politiques qui est celui de l'État et du royaume puis de l'État et de la nation. C'est un parti informel, structuré par les principes de légitimité et de souveraineté, orienté par l'intérêt général. De Gaulle prit la tête de ce parti en juin 1940. Régis Debray s'y est inscrit dans sa prison de Camiri pour ne plus le quitter, sans renoncer à sa vision de la France qui n'est pas tout à fait celle du Général. *A demain De Gaulle*, lança-t-il en 1990 (2) pour conjurer les dérives qui nous ont fait basculer dans l'oligarchie. En saluant le Général, nous disait-il, « vous saluerez d'avance tous les imprévisibles qui, sur notre champ de cendres, feront lever des vivants ». A tout de suite, Régis ! ■

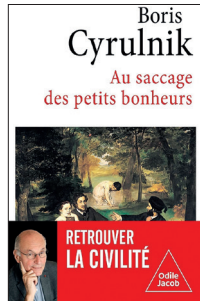
(1). Les enregistrements sont en cours de diffusion sur la chaîne YouTube du Vent se lève.

(2). Éditions Gallimard, mai 1990.

Société

Retrouver la civilité

Au saccage des petits bonheurs, par Boris Cyrulnik, Odile Jacob, avril 2026.



Nous regardons avec stupeur des chefs d'État qui n'usent pas de plus de 500 mots pour parler à leurs peuples, qui séparent le monde en gentils (nous), ayant tous les droits puisqu'ils sont gentils, et méchants (tous les autres) qu'il faut punir même préventivement puisqu'ils sont méchants ; qui disent blanc un jour et noir le lendemain ; dont les délires verbaux, sans lien nécessaire avec la réalité, ne sont pas critiqués par ceux auxquels ils s'adressent ; et qui n'hésitent pas à engager le monde entier dans des aventures contre des « ennemis » dont le plus grand tort est de ne pas être assez serviles. Le dernier livre de Boris Cyrulnik ne traite que de cela : pourquoi des peuples entiers acceptent sans rechigner les injonctions de leurs représentants. C'est même pire que cela, puisque « la foule en adoration répond à ce discours par des cris d'approbation ». Et cela suffit pour engager le monde dans des guerres.

Certes, nous avons accepté les mêmes injonctions de nombreuses fois dans l'époque moderne : « On te dit la vérité. Il n'y en a pas d'autre. Si tu nous aimes tu dois nous croire. » Mais la connaissance médicale de ces comportements a progressé, et les mécanismes sociaux et individuels qui y mènent, longuement étudiés par Cyrulnik, sont applicables à ce schéma. La construction d'une personnalité « normale » dépend d'une série de réalisations au cours de la croissance qui, si elles viennent à manquer, affectent l'individu de façon majeure et souvent définitive. Nous savons avec l'auteur qu'un enfant « que les circonstances ont placé en isolement sensoriel au cours de son développement précoce, n'aura pas la possibilité d'acquiescer les rituels de coexistence ».

Mais il ne s'agit pas que de l'individu. Il existe aussi une dimension sociale, d'interactions, de groupe. « En quelques siècles on est passé de la contrainte affective, qui solidarise les individus, à la dilution des liens qui n'inhibent plus les pulsions. » Cyrulnik ajoute donc deux autres niveaux à son analyse, qu'il nomme la « culture » et la « civilisation ». Il définit la culture comme « une intelligence empathique, qui prévoit comment arpenter le sol... » et la civilisation comme « un processus inter-actif, une convention de gestes, de vêtements, de coiffures... ». Définitions qui ne deviennent convaincantes que si on leur donne d'autres noms : ce que Boris Cy-

rulnik nomme « culture », c'est l'éco-éthologie, le comportement « animal » de l'individu dans son milieu, qui lui permet de s'y adapter et d'y vivre ; la civilisation, c'est en réalité le bagage culturel commun qui permet à un groupe d'individus de vivre ensemble en partageant les mêmes codes.

Alors les choses deviennent plus claires, et nous pouvons accepter la suite de son raisonnement et ses conclusions, qui donnent des explications fonctionnelles à la « décivilisation » de Gaël Brustier, et au « christianisme zombie » d'Emmanuel Todd. ■

FRANÇOIS GERLOTTO.

Dans les revues

50 ans de géopolitique

50 ans de géopolitique. Hommage à Yves Lacoste. Hérodote, revue de géographie et de géopolitique, 1^{er} et 2^e trimestres 2026, nos 200-201.



La revue *Hérodote*, quatre fois par an, nourrit nos analyses sur la situation internationale. Bien que chaque numéro requière environ huit mois de gestation, elle réussit à anticiper non tant l'événement au présent que les tendances de fond du futur. Depuis ses origines, elle a joué du contre-emploi ou du contre-intuitif, grâce à un fondateur hors-normes, à contre-courant, Yves Lacoste, 96 ans aujourd'hui, dont l'idée est née des remue-ménages de l'université de Vincennes en 1968 et de la guerre du Vietnam en 1972. Son génie fut d'associer deux disciplines qui s'ignoraient : la géographie et la politique, réhabilitant ultérieurement le terme de géopolitique de l'infamie due aux abus nazis : « La géographie, ça sert d'abord à faire la guerre. »

Sa seconde découverte fut, avant même la chute du mur de Berlin et le triomphe de la mondialisation, l'idée de nation. Il fut l'un des premiers à observer non seulement le vaste monde mais la France, la géopolitique intérieure, afin de repérer les forces montantes au sein du Front national. A partir de 1976, les thèmes intérieurs équilibreront les conflits internationaux. En 1998, Yves Lacoste publiera son *Vive la nation*, qui n'eut pas le retentissement attendu. Encore une fois il arrivait trop tôt. Son troisième moment fut de s'emparer de la question du « post-colonialisme » avant tout le monde, en voulant se prémunir des amalgames qu'il pressentait mais en traitant objectivement d'un phénomène destiné à peser durablement à la fois sur nos relations

internationales et sur la politique intérieure. Ce fut le tournant des trente ans de la revue.

Chaque décennie, être de son temps et en avance sur lui, est marquée par l'arrivée de nouveaux membres de l'équipe grâce au renouvellement acquis en adossant la revue à l'Institut français de géopolitique de l'université Paris-VIII. Yves Lacoste a su faire école, ce qui n'est pas le fait de tout grand professeur ou penseur. La revue n'est que la pointe de l'iceberg. Elle est le reflet de la recherche et d'un enseignement qui peu à peu, dans le temps long, a infusé... jusqu'à arriver en 2019 aux programmes du lycée ! Autant la discipline avait été critiquée comme ennuyeuse, rébarbative, ou comme idéologique, autant elle allait retrouver ses lettres de créance avec l'aménagement du territoire, la défense de l'environnement, le retour à la nature. Sur la lancée, elle allait se porter au-devant des nouvelles approches spatiales auxquelles la revue allait consacrer des numéros thématiques : le cyberspace (2014), la datasphère (2020), les infrastructures numériques (à paraître).

C'est qu'au-delà des sujets traités, Yves Lacoste et son équipe ont su renouveler les méthodes, à commencer par la cartographie : « *Pas de géopolitique sans géographie ; pas de géopolitique sans cartes.* » Deux articles y sont consacrés. Entre le bilan rétrospectif et les analyses prospectives de la seconde partie de ce numéro double, ils font battre ce cœur qui empêche la géographie de se « scléroser » et d'être délaissée dès le collège. Or, comme le remarque l'un des auteurs et acteurs de ce mouvement, ex-inspecteur de l'Éducation nationale, les lycéens d'aujourd'hui ont cinquante ans devant eux, jusqu'en 2075. ■

DOMINIQUE DECHERF.

Politique

Royalisme actuel

Notre royaume. Enquête sur l'actualité de l'idée monarchique, par Marin de Viry, Salvator, avril 2026.



Marin de Viry avait commis (en 2017) un libelle au titre comminatoire : *Un roi immédiatement*. Cela rappelait à certains anciens étudiants le titre de la revue néo-maurrassienne *Immédiatement*, qui permit à quelques talents arrogants et fêrus de littérature d'éclore entre les années 1996 et 2005. Il revient sur le sujet en 2026, sans se déjuger, avec une brillante méditation qui reprend la même intuition que « *la France a toujours été un royaume et qu'elle l'est encore aujourd'hui. Mais qu'est-ce qu'un royaume et de quoi parlons-nous ?* » Passionnante question...



▲ **Marin de Viry.** Journaliste, romancier, essayiste royaliste.

Journaliste au *Figaro Magazine* et chroniqueur à la *Revue des Deux Mondes*, auteur d'une dizaine de romans, Marin de Viry infuse dans ce nouveau livre royaliste tout le poids de sa vaste culture, avec le recul et la réflexion d'un homme qui se rend compte que les choses ne sont pas ce qu'on – ses professeurs de science politique et de droit constitutionnel – lui avait dit et qu'il avait cru dans sa jeunesse studieuse, comme d'ailleurs la majorité des Français. Ne sommes-nous pas persuadés de vivre dans une République présidentielle aux mécanismes géniaux (le général de Gaulle) et promise à une sorte d'éternité ? Notre essayiste décape le badigeon républicain sous lequel le Royaume de France, celui de Charles Péguy et Georges Bernanos, réapparaît. Ce n'est pas grâce au militantisme royaliste dont il acte la disparition, pour sa part traditionnelle dans les années trente, et pour la part résiduelle probablement aujourd'hui avec la fin du militantisme de manière générale.

L'auteur comprend bien que son propre royalisme est un héritage, une morale personnelle acquise depuis l'enfance. Le fait de porter un nom à particule, d'habiter les beaux quartiers de Paris, à deux pas des Invalides, a développé sa sensibilité aux beautés sublimes du Royaume, face aux insuffisances républicaines en matière esthétique... Mais le journaliste sait s'extraire de sa coquille pour rendre compte de ce qu'il se passe autour de lui. L'idée de monarchie a-t-elle une actualité dans l'esprit de nos contemporains ? Marin de Viry a entrepris une enquête au long cours en interrogeant une cinquantaine d'intellectuels. Le bandeau de couverture nous aguiche : Frédéric Beigbeder, Sylvain Tesson, Michel Onfray, Régis Debray, Bernard-Henri Lévy. Mais aussi les princes Jean d'Orléans et Louis de Bourbon... Aurait-on une nouvelle *Enquête sur la monarchie* ? Pas à ce stade. L'auteur ne nous livre que les prémices de sa réflexion en quatre entrées pédagogiques :

1/ la beauté, 2/ l'efficacité politique, 3/ le sacré, 4/ la liberté et la grandeur... Autant d'occasions de ciseler de percutantes formules. Au chapitre du sacré, on se remémorera les écrivains royalistes et mystiques Luc de Goustine ou Henry Montaigne...

Mais c'est au chapitre politique qu'on sera le plus en communion : « *Ni la république, ni la démocratie ne sont les ennemies de la monarchie, au contraire. Dans un système à trois étages comme il en existe en Europe – monarchie, république, démocratie –, personne n'a de problème de légitimité. La tradition, la justice, la grandeur, l'incarnation du pays, c'est le roi. Le pouvoir politique dans l'État, c'est le Premier ministre. L'administration démocratique locale, ce sont les maires et les représentants des collectivités territoriales. Certes, certains pensent que le roi est inutile. Mais d'autres pensent que les hommes politiques sont de trop. D'autres enfin, que le peuple est vain. Or si l'on veut créer une émotion politique, sans laquelle le goût de la communauté est fade, c'est-à-dire la fierté de voir que la France est justement et hautement représentée, tant à l'extérieur qu'à l'intérieur qu'à l'extérieur, nous avons besoin que les trois pouvoirs existent, et sachent qu'ils ont chacun leur place.* » Programme auquel nous souscrivons.

Et les fameux 50 intellos qui ont accepté de parler à l'auteur ? Ce serait bien qu'on en sache plus, au-delà de ce que Marin de Viry en a tiré pour sa réflexion personnelle. Le matériau existe, on suppose, même si certains n'ont pas voulu qu'on les cite. On rêve que *Royaliste* ou bien une revue comme *Dynastie* ou *Lys Rouge*, ou un autre média plus grand public, puissent, en le feuilletant, le proposer à la réflexion de tout un chacun, puisqu'il est sans doute vrai que l'idée de Royaume n'a jamais été aussi présente dans nos esprits si républicains. Bravo déjà à Marin de Viry pour ce talentueux coup de projecteur introductif. ■

FREDERIC AIMARD.

DR.



Par Gérard Leclerc

Les paradoxes d'Ernst Jünger

Que François L'Yvonnet consacre un court ouvrage à Ernst Jünger ne rendra pas seulement service à une génération à la recherche d'une littérature de qualité. Cela permettra aussi aux plus anciens de remettre en perspective l'auteur de quelques grands livres qui ont marqué le XX^e siècle. C'est mon cas personnel, lecteur de longue date de l'écrivain, mais de façon assez dispersée. Depuis *Sur les falaises de marbre* chaudement recommandé par Pierre Boutang comme aussi important que *Les Possédés* de Dostoïevski pour comprendre les dérives lucifériennes d'un siècle totalitaire, jusqu'aux journaux si personnels, je crois m'être intéressé à la plus grande partie de sa production, à l'exclusion des *Chasses subtiles* consacrées à l'observation des insectes et d'*Approches, drogues et ivresses* pour cause d'incompatibilité définitive avec toute évasion par les stupéfiants.

Mais de cette fréquentation, pouvais-je tirer une impression d'ensemble propre à me donner le sentiment d'une cohérence ? J'avais, bien sûr, ma préférence pour un Jünger inclassable, surtout le dernier qui se définissait comme *anarque*, c'est-à-dire selon l'ami L'Yvonnet, le souverain de lui-même, le pendant du monarque (« *souverain comme celui-ci, et plus libre, n'étant pas contraint au règne* »). Mais je ne pouvais ignorer les attaques violentes dont Jünger était l'objet. Une responsable du service littéraire d'un quotidien le traitait carrément de fasciste. Il est vrai que je n'avais aucune connaissance des écrits journalistiques de l'entre-deux guerres, dans le cadre de cette Révolution conservatrice dont l'auteur d'*Orages d'acier* était l'une des figures éminentes. Même la lecture antinazie de *Sur les falaises de marbre* était contestée. Tout cela pouvait justifier les qualificatifs idéologiques que l'on retrouve sur Wikipédia : nationalisme, conservatisme, militarisme...

A contrario, l'opposition de l'intéressé au nazisme, sa répulsion à l'égard de l'antisémitisme, son aversion d'Hitler (le *kniebolo* des *Carnets*, que l'on peut traduire par « *agenouillé devant Satan* »). Voilà qui pourrait justifier George Steiner, le critique sans complaisance, affirmant que *Sur les falaises de marbre* constituait « *le seul acte de résistance majeur de sabotage à l'intérieur, qui se soit manifesté dans la littérature allemande sous le régime hitlérien* ».

Pour autant, Ernst Jünger n'a jamais renié ses écrits militaires. Comment aurait-il pu rejeter le soldat héroïque qu'il fut lors des combats de la Première Guerre mondiale ? Mais, écrit François L'Yvonnet : « *La guerre est d'abord conçue comme un "grand jeu". L'expression est dans Orages d'acier. Mais un jeu à la mesure du tout. Un jeu cosmique. La référence à Héraclite d'emblée s'impose. "La guerre est le père de toute chose [...], le mot polemos a une signification plus vaste que la seule guerre. C'est d'une manière générale le conflit ou la discorde. Le combat originnaire qui oppose l'Être au non-Être. Là où il n'y a pas de conflit, il y a la mort – l'indifférencié. Dans un monde agonique le conflit est vital. Il est puissance de conservation et de génération."* »

De tels propos peuvent terrifier. Nous avons appartenu à des générations qui, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, ont pu croire qu'elles étaient délivrées des conflits monstrueux d'hier. Le projet européen était inspiré par le rêve d'une paix définitive. En dépit de l'opposition Est-Ouest, ce qu'on appelait la Guerre froide, on pouvait espérer que les mots de Paul VI à la tribune de l'ONU : « *Jamais plus la guerre !* » ne relevaient plus de l'utopie. D'ailleurs, il n'était alors question avec Khroutchchev et Kennedy, que de coexistence pacifique. Mais le rêve s'est brisé, d'abord avec la guerre en Yougoslavie, puis surtout l'offensive de Vladimir Poutine en Ukraine avec les centaines de milliers de morts qu'elle a entraî-

nés et dont on n'entrevoit pas la fin. Que dire de ce qui se passe aujourd'hui entre d'une part les États-Unis et Israël, et d'autre part l'Iran des mollahs, avec des risques de débordements mondiaux et la menace que fait planer l'extension de l'arme nucléaire.

Voilà qui nous ramène à cette expérience intérieure explorée par Jünger. « *La morale n'a pas sa place dans cette affaire. Pas plus que l'idéologie. Dire que la guerre est laide et haïssable n'empêche pas la guerre. Ce qui importe à l'auteur, c'est d'observer ce que la guerre révèle en nous et de nous, à la fois de profond (son avènement est l'épiphanie de la vérité, elle anéantit tout mensonge et toute imposture, dira Roger Caillois), de grandeur (être brave, autrement dit faire face à tous les coups du destin, c'est le sentiment le plus beau, le plus fier qui puisse être) et de glaçant pour les folles noces d'Eros et de Thanatos, d'Eros et de Polemos...* »

Que l'on se place dans la peau des combattants russes et ukrainiens, on est obligé de considérer que cette analyse anthropologique relève bien de notre condition terrestre.

Cependant, Jünger, interprète littéraire de cette face agonique de notre destin, a poursuivi plus avant sa réflexion en pensant à la mobilisation générale qu'impose l'ère de la technique. De là la figure du *Travailleur*, du titre de l'essai paru en 1932 et qui impressionna Martin Heidegger. J'en retiens la définition de François L'Yvonnet : « *Une Figure qu'on ne saurait assimiler au prolétariat de Marx ou à une quelconque catégorie sociologique. Elle est une sorte d'instance métaphysique, ou d'archétype, qui impose une forme particulière au monde, dont le Travailleur-Soldat de la Grande Guerre a été la préfiguration ou l'un des Types.* » L'actualité d'une telle réflexion rejoint les analyses d'un Günther Anders (*L'Obsolescence de l'homme*) et de Jacques Ellul (*La Technique ou l'Enjeu du siècle*). Elle s'applique aux derniers développements d'un univers dominé par l'intelligence artificielle, où s'impose l'exécution algorithmique. Elon Musk annonce le remplacement par cette intelligence de 100 % des emplois. Nous assistons à la mutation de la figure du Travailleur, car si elle correspond toujours à l'accomplissement ultime de la volonté de puissance dans le règne de la technique, elle se passe désormais de la mobilisation des masses humaines grâce à la robotisation généralisée de l'industrie. Les Titans ont définitivement remplacé les dieux, pour reprendre une expression chère à Jünger.

Mais comment caractériser la réaction de l'écrivain face à de telles menaces ? Parfois, il a paru vouloir mettre la puissance du Travailleur au service d'une ère de paix. C'est le cas de ce texte atypique, écrit en 1943, qui retint l'attention du maréchal Rommel à l'heure où une opposition à Hitler s'efforçait d'imaginer une sortie de la guerre. Avec la distance, c'est plutôt la nécessité d'échapper à l'emprise totalitaire sous ses nouvelles formes qui s'impose. Mais de quelle façon ? La révolte du rebelle est envisagée dès 1951, pour s'opposer à tout fatalisme. Elle passe par « *le recours aux forêts* », où il s'agit d'aller au fond de soi pour résister à l'avilissement général. Plus tard, il y aura donc l'anarque qui résiste dans une cité de plus en plus impossible.

Faut-il parler de résistance désabusée ? Le mieux est de retrouver l'écrivain dans ses journaux intimes, le cours de sa vie paisible dans une nature aimée, mais toujours peuplée par les livres. Avec Jünger, nous avons la chance d'un écrivain profond, qui, tel notre Malraux, a, parfois mieux que les philosophes, touché au fond de la condition humaine. ■

► François L'Yvonnet, *Ernst Jünger. la lettre et l'esprit*, Descartes et Cie, janvier 2026.



SOURCE: RMN-GRAND PALAIS PHOTO COURTESY OF THE PHILLIPS COLLECTION WASHINGTON DC.

Chronique des expositions

Renoir, le peintre du bonheur

par Alain Solari.

Quoi de neuf? Renoir! C'est ce que proclame le musée d'Orsay à travers deux expositions consacrées à l'artiste, l'une à travers sa peinture, l'autre à partir de ses dessins.

À l'occasion de ses 40 ans, le musée d'Orsay célèbre Auguste Renoir, artiste majeur parmi les impressionnistes. C'est aussi les cent cinquante ans d'une de ses toiles capitales : *Le Bal du moulin de la Galette* (1876), incarnation de la fête et du bonheur de vivre. Deux expositions viennent mettre en perspective les grands chefs-d'œuvre du peintre. *Renoir et l'amour* rassemble les « scènes de la vie moderne » des vingt premières années (1865-1885) de la carrière de l'artiste. *Renoir dessinateur* s'attache, à travers une centaine d'œuvres moins connues, au talent de Renoir dans diverses techniques graphiques. Co-organisée avec la National Gallery de Londres et le Museum of Fine Arts de Boston, *Renoir et l'amour* offre un regard renouvelé sur des tableaux aujourd'hui si célèbres que leur nouveauté finit par nous échapper. La dernière rétrospective consacrée à Renoir remonte à 1985. L'exposition du musée d'Orsay rassemble environ cent cinquante peintures, parmi lesquelles ses plus grands chefs-d'œuvre dont *Le Déjeuner des canotiers* (1880-1881) prêté

par la Phillips Collection de Washington.

Les tableaux colorés et joyeux de Renoir, son iconographie des guinguettes et des bals publics ont fait de lui un « peintre du bonheur » et lui ont donné une place à part au sein des impressionnistes. Il participe certainement à l'invention collective d'une « nouvelle peinture » aux côtés de Manet, Monet, Degas, Caillebotte ou Morisot, peintres de la modernité.

L'artiste cherche ici à capturer des moments d'un art de vivre à la française où règnent la jeunesse et l'amitié, loin des violences du siècle.

Mais, avec sa capacité d'émerveillement, Renoir ne choisit que des sujets heureux qui ne sauraient résumer une époque. Admirateur des peintres français du XVIII^e siècle (Watteau, Boucher, Fragonard), l'artiste fait renaître une atmosphère de fêtes galantes transposées, sans pastiche, dans les débuts de la III^e République. Ses tableaux peuvent faire croire à une forme de liberté des mœurs et de

relative égalité entre les sexes dont nous savons qu'ils ne constituaient pas alors la norme. Renoir transforme de dures réalités sociales en scènes heureuses. Il célèbre une convivialité populaire à travers une certaine bohème. Si, dans les salons mondains fréquentés par la haute bourgeoisie, la rencontre reste strictement codifiée, à l'extérieur les carcans s'assouplissent et se rapprochent de ceux des classes populaires, habituées aux guinguettes et aux bals. Grâce à la danse, les corps peuvent se frôler sans scandale (*Danse à Bougival*, *Danse à la campagne* 1883). Le flirt introduit plus de douceur dans les rapports entre les sexes. Renoir observe ce monde mêlé (*Confidences*, *La Tonnelle*, 1874). Il ne met l'accent ni sur les mondaines d'un James Tissot, ni sur les prostituées de Toulouse-Lautrec. L'artiste peint des relations ambiguës et fragiles, les proximités permises par la foule ou la pénombre. Il peint la petite bourgeoisie réunie à *La Grenouillère* (1869), à Bougival, dans les bals de Montmartre.

Une grande peinture joyeuse. – Si l'exposition d'Orsay s'intitule *Renoir et l'amour*, titre propre à attirer les visiteurs, il convient tout de même de constater que deux œuvres dominent le parcours, pas seulement par leurs dimensions : *Le Bal du moulin de la Galette* (1876) qui fait partie des collections du musée, et *Le Déjeuner des canotiers* (1880-1881) de la Phillips Collection de Washington.

◀ **Le Déjeuner des canotiers (1880-1881)**, dans le cadre idyllique de la célèbre Maison Fournaise à Châtenay.

Quand *Le Bal du moulin de la Galette* est présenté au troisième Salon impressionniste de 1877, les critiques se déchaînent. Mais Caillebotte ne s'y trompe pas, il achète le tableau en 1879 et le légua à l'État avec le reste de sa collection. La composition est complexe et fait abstraction de la spontanéité chère aux impressionnistes. L'œuvre fera l'objet d'études préparatoires méticuleuses. Au premier regard apparaît un joyeux chaos, mais des lignes de fuite structurent cette apparente anarchie. Au premier plan, les visages sont floutés (influence de la photographie?), alors que le focus est mis sur les danseurs qui tournoient au second plan. Lorsqu'il peint ce tableau, Renoir est rongé par les soucis d'argent. Mais rien ne transparaît sur la toile qui exhale un moment festif à Montmartre. *Le Déjeuner des canotiers* couronne la période impressionniste de Renoir. Après ce tableau, il s'éloigne des sujets modernes pour se consacrer aux nus et aux maternités. L'artiste cherche ici à capturer des moments suspendus de la vie collective, d'un art de vivre où règnent la jeunesse et l'amitié, loin des violences du siècle. Très construite également, la composition imbrique les personnages, mêle les classes sociales, le banquier Charles Ephrussi, avec son chapeau haut-de-forme, et Gustave Caillebotte, portant un maillot de corps et un canotier... Renoir disait lui-même : « *Je sais bien qu'il est difficile de faire admettre qu'une peinture puisse être de la très grande peinture en restant joyeuse.* » Le « peintre du bonheur » s'est trompé : l'exposition du musée d'Orsay montre qu'avec lui, c'est possible.

Très peu de feuilles de Renoir antérieures à 1880 sont connues. On sait pourtant qu'il reçoit sa première formation en dessin vers l'âge de treize ans, comme apprenti dans un atelier de peinture sur porcelaine à Paris, puis dans une école municipale gratuite. En janvier 1886, après une visite à l'atelier de Renoir où elle découvre de nombreux dessins, Berthe Morisot note : « *C'est un dessinateur de première force. Toutes ces études préparatoires pour un tableau seraient curieuses à montrer au public qui s' imagine généralement que nos impressionnistes travaillent avec la plus grande rapidité.* » Il n'y a pas de grand peintre sans grand dessinateur. L'exposition sur les dessins révèle un corpus trop souvent méconnu, la « face cachée » de l'œuvre de Renoir. La première et dernière grande exposition de ses dessins remonte à 1921, chez le marchand Durand-Ruel. Pendant ses années impressionnistes, Renoir peint souvent directement sur la toile, sans dessin préparatoire. Les rapports de couleurs – Renoir est un merveilleux coloriste –

définissent les formes et structurent ses tableaux, le trait semblant disparaître. À partir des années 1880, Renoir intègre le dessin et les techniques graphiques dans son travail pictural. L'exposition *Renoir dessinateur* suit cette évolution chronologique, de ses croquis d'étudiant jusqu'à ses œuvres tardives, faisant aussi des focus sur ses pastels et ses aquarelles. Cette seconde exposition permet de retrouver des œuvres vues en peinture, comme la *Danse à la campagne*, un dessin à la plume, au pinceau et à l'encre grise, ou la *Danse à Bougival* sous forme de gravure au vernis mou. ■

► **Paris, Musée d'Orsay : Renoir et l'amour, jusqu'au 19 juillet 2026 ; Renoir dessinateur, jusqu'au 5 juillet 2026.**

Bande dessinée

Mangas, une passion française

La France est la seconde patrie des mangas, après le Japon. Un genre littéraire qui parle aux jeunes et aux moins jeunes.

Introduit à la fin des années 1970 grâce aux dessins animés japonais dans l'émission *Récré A2* (*Club Dorothée*), avec la série *Goldorak* (1978), le manga a séduit rapidement le jeune public. Dans les années 1980, des séries cultes comme *Dragon Ball* et *Les Chevaliers du Zodiaque* participent de cet engouement. Les premières traductions de mangas apparaissent dans les années 1990, malgré certaines polémiques. À partir des années 2000, le phénomène prend une ampleur

considérable avec des succès comme *Naruto* et *One Piece*. En 2010, la France s'impose comme le deuxième marché mondial du manga.

Pourquoi une partie de la jeunesse française se tourne-t-elle vers les œuvres nippones, notamment les mangas *shōnen*? Parfois au détriment de certaines productions cinématographiques jugées sans saveur proposées par les grandes industries culturelles, qu'il s'agisse de Hollywood ou encore de certaines œuvres présentées au Festival de Cannes.

Le *shōnen* est le genre de manga le plus lu en France. Si environ 23 % de la population française lit des mangas, le genre *shōnen* représente entre 43 % et 45 % des mangas achetés chaque année. On peut décrire son schéma narratif ainsi : un héros courageux, doté d'un fort sens de l'honneur, vit de nombreuses aventures aux côtés d'amis et de camarades, tout en affrontant adversaires et épreuves. Il évolue, se questionne sur son histoire et finit par atteindre son objectif.

Le plus ironique est que, si cela résume un manga comme *Naruto* ou *One Piece*, nous pourrions tout aussi bien faire un parallèle avec nos contes et légendes du Moyen Âge, comme l'histoire de Perceval ou celle du roi Arthur.

Mais si le *shōnen* est souvent considéré comme un genre destiné principalement aux adolescents, le *seinen* vient raviver l'intérêt d'un public plus âgé. Dans ce registre, peu d'œuvres ont été aussi marquantes que *Frieren* dont la beauté de l'histoire et de sa philosophie ne tourne pas uniquement autour du but à atteindre, mais surtout autour du voyage lui-même.

Pour beaucoup *Frieren* a eu un impact similaire à la lecture du *Seigneur des anneaux*. Ces deux récits ne parlent pas seulement d'un héros accomplissant une quête, mais d'un groupe d'aventuriers



▲ Le manga peut être à la fois divertissant, philosophique et profondément universel.

qui, pour la plupart, se soucient peu de la gloire. Les personnages n'y sont pas parfaits : leurs doutes et leurs défauts les rendent d'autant plus attachants.

Cependant, le genre *seinen* ne se limite pas à la *fantasy*. On peut par exemple citer *Kingdom*, manga écrit par Yasuhisa Hara, une œuvre aux proportions presque bibliques qui raconte l'unification de la Chine.

En mêlant récits initiatiques, aventures humaines et réflexions sur le sens du voyage, qu'il s'agisse du *shōnen* ou du *seinen*, des œuvres comme *Frieren* ou *Kingdom* montrent que le manga peut être à la fois divertissant, philosophique et profondément universel.

Loin d'être une simple culture importée, le manga apparaît ainsi comme une nouvelle manière de raconter les grandes histoires humaines : celles du courage, de la quête, du doute et du dépassement de soi. ■

ERLIK.

Cinéma

Adolescents des années 80

Inspiré de l'enfance des réalisateurs, le film d'Olivier Nakache et Éric Toledano est une comédie populaire où la drôlerie côtoie émotions et nostalgie.

Vincent, 13 ans, vit au rythme des disputes entre ses parents et leurs réconciliations, et de ses rivalités avec un grand frère souvent distant. Quittant l'enfance, il découvre le sentiment amoureux et s'interroge sur la famille, l'amitié, la

religion. Si *Juste une illusion* est une comédie, elle croque aussi, avec délicatesse, la société de cette époque. La crise économique des années quatre-vingt, le chômage, les femmes souhaitant un poste plus valorisant, le sida, la montée du racisme..., sur un fond musical particulièrement bien choisi, ou quelques clins d'œil à la situation politique et culturelle, sont autant de thèmes abordés en second plan.

Vincent ment pour plaire à sa camarade de classe (il l'attend devant une affiche du *Tartuffe* ou *l'Imposteur*) ou en volant un film porno (*La Ruée vers Laure*!), le père ment en cachant à ses enfants qu'il est au chômage, les enfants mentent en faisant semblant de le croire. Chacun cherche sa place : *Ma place dans le trafic*, de Francis Cabrel, exprime celle du père dans la famille, dans la file d'attente des postulants à un emploi de cadre, et même celle de sa voiture tant sur le parking de l'immeuble que dans le trafic automobile, celle de Vincent qui partage la chambre de l'aîné, de la mère qui veut changer d'emploi. Un peu de nostalgie : la maman raconte à Vincent la naturalisation de ses grands-parents et son départ d'Algérie, ce qui fait dire à Vincent, qui n'a pas tout compris, que c'est à cause de Crémieux.

Pas de fausse note dans le jeu des acteurs, ni dans les dialogues qui souvent font éclater de rire la salle, et une mention particulière au rôle du concierge (Pierre Lottin) et aux gros plans sur le visage de Vincent dont le beau regard, expressif, perce l'écran. ■

J. E. M.

► *Juste une illusion*, film d'Olivier Nakache et Éric Toledano, avec Simon Boubil, Camille Cottin, Louis Garrel et Pierre Lottin. Sortie en salle le 15 avril 2026.



▲ *Juste une illusion*. En 1985, un ado voit sa famille se fissurer et découvre les premiers émois amoureux.

Les expositions

■ **Giverny. Musée des Impressionnistes.** – À l'occasion du centenaire de la disparition de Claude Monet, le 5 décembre 1926, le musée organise une exposition intitulée *Avant les nymphéas, Monet découvre Giverny, 1883-1890*, cette dernière année étant celle où il devient propriétaire de sa maison et entreprend la création de son jardin. Jusqu'au 5 juillet 2026.

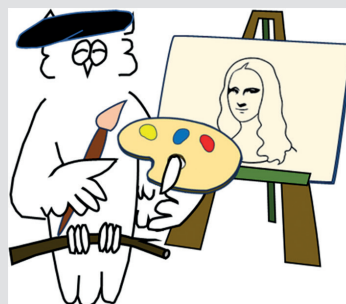
■ **Paris. Musée du Louvre.** – Avec la participation du musée Rodin, l'exposition *Michel-Ange - Rodin, corps vivants* fait dialoguer à travers les siècles deux maîtres de la sculpture. Leurs œuvres, qui incarnent la force du corps et la profondeur de l'âme, se rencontrent dans une confrontation inédite où se révèlent continuités comme ruptures. Jusqu'au 20 juillet 2026.

■ **Paris. Grand Palais.** – Dans la lumière éclatante de ses dernières années, Matisse invente un nouveau langage. *Matisse, 1941-1954* évoque l'univers des formes découpées, de la couleur pure, et le parcours d'un artiste libre en perpétuel mouvement. Jusqu'au 26 juillet 2026.

■ **Paris. Mobilier national, Galerie des Gobelins.** – L'exposition *Sèvres, une passion Rothschild, de la Villa Ephrussi à Paris*, plonge le visiteur au cœur d'une saga familiale. La passion pour la porcelaine de Sèvres du XVIII^e siècle traverse le temps. À travers un attachement au patrimoine, la famille de Rothschild noue un lien unique avec la manufacture emblématique et vivante depuis 1740. Jusqu'au 26 juillet 2026.

■ **Paris. Musée de Montmartre.** – Le musée présente une exposition consacrée à *Adya et Otto van Rees, au cœur des avant-gardes*. Elle met en lumière la modernité et l'évolution des œuvres d'Otto van Rees (1884-1957) et Adya van Rees-Dutilh (1876-1959), tout en analysant leur dialogue artistique. Jusqu'au 13 septembre 2026.

A. S.





WIKIPEDIA - DOMAINE PUBLIC

Les grands serviteurs de la France (5)

▲ **Charles Gravier de Vergennes**, par Antoine-François Callet (1781), Musée de Versailles.

Vergennes au service de Louis XVI

par Léon Letellier.

Aguerré par l'expérience du terrain, Vergennes devint secrétaire d'État aux Affaires étrangères sous Louis XVI. Lever l'affront du traité de Paris (1763) constitua le fil rouge de son action. La guerre d'Indépendance américaine lui en offrit l'occasion.

En 1739, l'avenir de Charles Gravier (1719-1787) semblait tracé. Licencié en droit de l'université de Dijon, il pouvait prétendre à une charge au parlement de Bourgogne ou dans les services fiscaux. Cette même année, il rencontra son oncle, Anne-Théodore de Chavigny, diplomate nommé à l'ambassade de Lisbonne, qui lui proposa de l'accompagner au Portugal pour le former.

Vergennes débuta comme « *gentilhomme d'ambassade* ». Si l'ennui fut parfois au rendez-vous, le jeune homme se familiarisa avec les pratiques du métier. La future destination s'annonçait plus trépidante. Oncle et neveu furent envoyés au Saint-Empire. Une tâche considérable, mais particulièrement formatrice. Outre les mécanismes complexes qui régissaient cet ensemble, Vergennes y apprit la politique allemande de la France. Deux principes la guidaient : affaiblir l'empereur Habsbourg en jouant la carte des « *libertés germaniques* » ; maintenir un équilibre des forces entre Prusse et Autriche. Échiquier complexe, qui plus est accru par l'ingérence de puissances étrangères, le Saint-Empire tenait lieu d'initiation au multilatéralisme.

D'abord dans l'ombre de son oncle, Vergennes finit par se faire un nom. Il se

distingua notamment lorsqu'il fut nommé plénipotentiaire au congrès de Hanovre (juin 1752). En tenant tête au Premier ministre anglais, le duc de Newcastle, il s'imposa aux yeux de Versailles. En 1755, ses qualités et l'habileté de son oncle favorisèrent sa nomination comme ambassadeur à Constantinople. Il put y constater les limites des alliances de revers nouées par le royaume : la Pologne, en proie à des divisions chroniques, ne jouait qu'imparfaitement son rôle de contrepoids face à la Russie ; l'Empire ottoman, en difficulté, se révélait trop faible pour ébranler les Habsbourg.

Grâce à Vergennes, la France prit sa revanche sur l'empire britannique et retrouva jusqu'à la Révolution sa place centrale sur l'échiquier européen.

Lucide sur la situation des alliés, Vergennes ne fit pas preuve de cécité quant aux pesanteurs nationales. Ainsi émettait-il des réserves quant au « secret » de Louis XV, diplomatie parallèle créée en 1745. Sitôt secrétaire d'État aux Affaires étrangères, il tâcha de mettre un terme à ce système. L'ambassadeur observa égale-

ment que les consignes de Versailles s'avéraient souvent inadaptées aux réalités du terrain. Ce qui l'amena ponctuellement à s'en affranchir. Une indépendance d'esprit qui suscita des tensions avec Choiseul, au point de contribuer à son rappel en France au cours de l'année 1769. Charles Gravier connut deux années de disette professionnelle. Puis il se vit nommé ambassadeur à Stockholm. Au grand dam des Anglais et des Russes, il parvint, sur fond de coup d'État, à rétablir les prérogatives du souverain francophile Gustave III.

En 1774, la mort de Louis XV entraîna un renouvellement du gouvernement et Louis XVI confia les Affaires étrangères à Charles Gravier de Vergennes. Longtemps éloigné de la cour par sa carrière à l'étranger, il y demeura peu connu. Cette nomination fut l'œuvre de Maurepas, conseiller de Louis XVI, qui y vit un serviteur loyal, austère. Point de mondanité, point de danger : tel fut son calcul.

De la guerre couverte à la guerre ouverte.

- Sitôt nommé, sitôt au travail, le secrétaire d'État avait fixé les grandes orientations de sa future politique. Au premier rang figurait une volonté de revanche vis-à-vis de la thalassocratie britannique, en réponse à l'humiliant traité de Paris (1763). Reprenant les projets esquissés par Choiseul, Vergennes entendait capitaliser sur l'exaspération des colons anglais en Amérique à l'égard de leur métropole. Cela nécessitait une connaissance de première main de la situation. Pour ce faire, la monarchie ►

s'appuya sur des observateurs, pour ne pas dire des espions. Ce fut le cas du dramaturge Beaumarchais, soutien des insurgés américains, qui joua un rôle clé en transmettant à Vergennes des informations précieuses. Autant dire que l'engagement français fit débat au Conseil. Plus soucieux des affaires du dedans que du dehors, Turgot était rétif. Son éviction fit que Vergennes eut le dernier mot.

D'un naturel prudent, l'ancien ambassadeur opta pour une guerre couverte. Cette première phase s'étendit de 1775 à 1778. Cela consistait, via des canaux clandestins, à livrer armes et fournitures en grande quantité aux insurgés, sans déclarer officiellement les hostilités à l'Angleterre – véritable exercice d'équilibriste. Parallèlement, Charles Gravier de Vergennes plaida en faveur du réarmement de la Royale et s'efforça de se rapprocher de Madrid. Des objectifs de guerre furent même arrêtés par le traité d'Aranjuez (1777). La guerre ouverte débuta en 1778, ouvrant une seconde phase du soutien français.

Cela se cristallisa en février 1778 par la signature de deux traités franco-américains : l'un consacrant une alliance militaire, l'autre un accord d'amitié et de commerce. L'assentiment du souverain acquis, Vergennes reçut les envoyés américains – Benjamin Franklin, Arthur Lee et Silas Deane. La fiabilité militaire des insurgés, illustrée par la victoire de Saratoga (1777), ainsi que l'essor du mouvement indépendantiste favorisèrent cette officialisation. L'Angleterre fut contrainte de déclarer la guerre la première.

Il y avait d'autres motifs de réjouissance. L'alliance espagnole se trouva confirmée ; les Provinces-Unies, excédées par les prétentions de la Royal Navy, se rangèrent aux côtés de la France. Bien entendu, la guerre fut loin d'être facile. Les années 1780-1781 s'avèrent particulièrement âpres. Tout allait de mal en pis : défaites militaires, difficultés financières, hésitations de Madrid. La situation était telle que Maurepas tenta d'ouvrir, sans en avertir Vergennes, des négociations avec Londres. Sitôt informé, ce dernier mit en jeu son poste pour poursuivre la guerre. Il obtint gain de cause. Des crédits militaires furent débloqués. La victoire décisive de Yorktown (octobre 1781) vint couronner ses efforts.

Vint le temps de négocier. Un dessein qui suscita l'opposition des partisans de la guerre à outrance. Tel fut le cas de Castries et Ségur, respectivement secrétaires d'État de la Marine et de la Guerre. Mais le plus dur restait à faire : concilier les intérêts des différentes puissances en présence. Le comte de Vergennes y parvint. Deux années furent nécessaires. Si la monarchie avait retrouvé de sa superbe à l'extérieur, les difficultés commençaient à l'intérieur. ■

► Jean-François Labourdette, *Vergennes, Desjonquères, 1991.*

► Bernard de Montferrand, *Vergennes : La gloire de Louis XVI*, Tallandier, 2017.

Brèves royales

■ **21 avril. Londres.** – Message du roi Charles III en l'honneur du centième anniversaire de la naissance de sa mère, la reine Élisabeth II. À cette occasion, le Palais a autorisé une photo de groupe des onze membres « actifs » de la famille royale, dont deux fort âgés. L'effet n'a pas été celui attendu dans la mesure où était mise en évidence la taille restreinte de l'« équipe » et sa fragilité.

Le prince Harry a déclaré simultanément qu'il ne se considérait pas comme hors de la famille royale. Un documentaire de la BBC projeté le soir même n'a pas été mieux reçu par les médias : « *Les présupposés qui sous-tendaient la monarchie d'Élisabeth II se défont devant nous* ». Sous le titre « *Le triste anniversaire de la reine Élisabeth II* », le *New Statesman* estime que ce n'est pas la personne d'Élisabeth qui est en cause mais « *ce que l'on pourrait appeler improprement le second âge élisabéthain* ».

■ **24 avril. Bucarest.** – Remise des insignes d'officier de la Légion d'honneur à la Gardienne de la Couronne, la princesse Margareta, 77 ans, fille aînée du roi Michel 1^{er} (1921-2017) et d'Anne de Bourbon-Parme, par l'ambassadeur de France en Roumanie, Nicolas Warnery, lequel a prononcé un vibrant éloge de son rôle : « *Vous êtes un symbole de continuité, de stabilité et de cohésion dans une Roumanie qui, après des décennies de dictature, avait besoin et a encore besoin de repères et de mémoire... Avec élégance et dignité, vous avez donné au principe monarchique une incarnation moderne et une signification contemporaine : non pas celle du pouvoir mais celle du service.* » La Gardienne

était honorée pour sa contribution avérée à l'amitié franco-roumaine.

Parallèlement, à l'occasion de la Pâque orthodoxe, une lettre ouverte à la Gardienne a circulé à nouveau pour plaider en faveur de la réintégration du prince Nicolas « *afin de rétablir l'unité de la famille royale roumaine* ». Neveu de la Gardienne, le prince, 41 ans, qui était considéré par son grand-père comme prince héritier depuis son retour en Roumanie en 1992, avait été privé de ses titres et exclu de l'ordre de succession par le même en 2015. Le roi Michel, qui n'a eu que quatre filles, avait abandonné en 2007 la primogéniture masculine. Après Margareta, vient sa sœur cadette, Elena, 75 ans, mère de Nicolas, né en 1985, et d'une fille plus jeune, Elisabeta-Karina, née en 1989, qui n'a pas manifesté son intention de prendre rang. Nicolas a deux enfants, une fille née en 2020 et un fils, Michel, né en 2022. Sa sœur a eu un fils en 2024. Nicolas et sa famille vivent en Roumanie.

■ **27-30 avril. Washington.** – Visite d'État du roi Charles III et de la reine Camilla à l'occasion du 250^e anniversaire de l'indépendance américaine. La réception du roi par les deux chambres du Congrès le 28 avril a constitué le point fort du voyage. Pour la seconde fois, après la reine Élisabeth II en 1991, le roi, dans un discours salué de douze salves d'applaudissements debout (standing ovations), a souligné l'importance de l'héritage britannique aux États-Unis, revenant sur 400 ans de présence, la référence à la « Grande Charte » (Magna Carta) de 1215, à la déclaration des droits de 1688 ayant inspiré celle de la convention de Philadelphie en 1791, à la common law, faisant partie de la jurisprudence de la Cour suprême, ainsi que



▲ Margareta de Roumanie a reçu les insignes d'officier de la Légion d'honneur des mains de Nicolas Warnery, ambassadeur de France en Roumanie.

SOURCE : CASA MAJESTATII SALE. PHOTO : DANIEL ANGEL ESCU, ALEXANDRA CUREA-GOGU

le rôle de la foi chrétienne remontant aux Pères pèlerins et que Charles reconnaît aussi comme la sienne. Les Démocrates particulièrement se sont levés lorsqu'il a rappelé le principe de l'équilibre des pouvoirs auquel est soumis le pouvoir exécutif. L'indépendance américaine n'est ainsi que « l'affaire des deux George », George Washington et le cinquième arrière-grand-père de Charles, le roi George III.

Sur ce fondement, le roi a exalté la valeur de l'alliance historique qui lie les deux peuples et ses expressions contemporaines, l'OTAN et l'AUKUS (rappelant qu'il est le souverain australien, ainsi que canadien). Il a offert au président Trump la cloche du sous-marin britannique qui a combattu pendant la guerre du Pacifique sous le nom de HMS Trump. Charles a plaidé la cause de l'Ukraine, seul conflit directement évoqué par lui, outre une allusion sibylline à la crise de Suez ayant suscité un différend anglo-américain, « *inimaginable aujourd'hui* », que sa mère, la reine, avait dû aplanir lors de son premier voyage à Washington en 1957. Trump a cherché à l'impliquer sur la question nucléaire iranienne, sans réaction de la part du roi (sauf un bref communiqué du Palais). Le roi n'a pas manqué de manifester son engagement pour la sauvegarde de la nature.

Lors des toasts au banquet d'État à la Maison Blanche le même soir, le roi a glissé une référence amicale à la France. Après avoir ironisé sur le fait que sans les Anglais, les Américains parleraient français, il a qualifié les Français de « *cousins* » : « *les trois États ne sont pas seulement liés par les valeurs qu'ils partagent mais par la profonde conviction qu'ensemble ils représentent plus que la somme des parties.* »

Le roi et la reine ont rendu hommage le 29 avril à New York, en présence du maire de la ville, Zohran Mamdani, aux victimes des attentats des tours de Manhattan le

11 septembre 2001, puis le 30 avril, ils ont rencontré les populations dans une fête de voisins en Virginie.

Charles a rappelé qu'il s'agissait de son vingtième déplacement américain depuis 1970, mais le premier comme monarque.

MARIE-JO YORK.

La Maison de France

■ L'association Gens de France



Gens de France est une association que Mgr le comte de Paris a créée en 2003 pour favoriser, autour de la Maison de France, la relation entre les personnes et contribuer, par ses actions, au bien de la France et à son rayonnement à l'étranger. L'association soutient le Prince dans ses engagements dans des domaines aussi variés que le patrimoine, l'environnement, le handicap ou la défense. Pour adhérer à Gens de France, suivre le lien : <https://comtedeparis.com/>

La Nouvelle Action royaliste

■ Pétition pour la protection de l'industrie française

Lancée le 9 avril dernier par le Collectif pour l'industrie, cette pétition propose **d'inscrire dans notre constitution, par voie référendaire, la protection de notre indépendance industrielle, énergétique, sanitaire, alimentaire et technologique.**

Le manifeste de cette pétition rappelle que les règles européennes et le libre-échange empêchent aujourd'hui toute véritable protection de la production française et ne permettent pas à l'État de réserver ses commandes aux entreprises françaises. La « préférence européenne » ne suffira pas à relancer l'industrie nationale. Un référendum permettrait d'inscrire dans la Constitution une préférence française pour la commande publique et relancer la réindustrialisation ». Il y a urgence à agir car la part de l'industrie dans le PIB de la France est récemment passée sous les 10 % et les défaillances d'entreprises se multiplient.

Ce texte a déjà réuni plus de 20000 signatures, parmi lesquelles celles de nombreuses personnalités comme Natacha Polony, Yvon Gattaz, Arnaud Montebourg, Jean-Louis Borloo, Marcel Gauchet, Jacques Sapir, Julien Aubert et notre directeur politique Bertrand Renouvin

Nous invitons tous nos amis à le signer et à le diffuser largement autour d'eux.

Pour signer la pétition en ligne, suivre le lien : <https://www.indusfrance.fr/>

■ Le livre de François Gerlotto

Le livre de François Gerlotto, président du comité directeur de la NAR, *Les Enfants de Noé* (Éditions France-Empire, mars 2026) prolonge nos analyses sur l'écologie en traitant plus particulièrement des relations avec le monde animal et l'ensemble du vivant alors même que la crise climatique et l'effondrement de la biodiversité montrent combien ce lien est vital.

Ce livre est à commander (**20 €**) chez **votre libraire** (c'est important pour son succès durable et c'est donc un acte indispensable) en lui indiquant si nécessaire que les éditions France-Empire sont distribuées par Salvator-diffusion.



■ Notre souscription pour 2026

Notre souscription a démarré le 1er mars et a fait l'objet d'un insert diffusé à l'ensemble de nos lecteurs avec notre n° 1319. Nous avons besoin cette année de 10000 euros pour poursuivre nos projets de développement.

Pour souscrire, il vous suffit :

- soit de nous adresser un chèque à l'ordre de la NAR ;

- soit de procéder à un virement direct sur le compte de la NAR auprès de la Banque postale (IBAN : FR26 2004 1000 0100 1931 4Z02 066 / BIC : PSSTFRPPPAR. en précisant « pour la souscription »

Vous avez également la possibilité de faire un **don défiscalisé** au journal au titre de l'année 2026. Souscrit par le biais de l'Association Presse et Pluralisme, un tel don vous permet de bénéficier d'une réduction d'impôt égale à 66 % du montant versé, dans la limite de 20 % de votre revenu imposable. Il suffit de vous connecter sur le lien suivant : <https://dons.presseetpluralisme.fr/site/pp/Roya-liste/fr/don/index.html>





Par Bertrand Renouvin

Inertie, violences, incertitudes

Le prix du carburant fait partie des préoccupations quotidiennes et le gouvernement doit s'en préoccuper. Il est cependant urgent que l'ensemble des facteurs de crise soit pris en considération. La menace qui pèse sur les citoyens français et leurs voisins européens est d'une violence inédite en raison de la conjonction sur une courte période de facteurs négatifs qui vont multiplier leurs effets.

Spectaculaire à cause du blocage du détroit d'Ormuz et immédiatement sensible, la crise de l'énergie a déjà engendré des difficultés majeures dans le secteur pétrochimique où l'on a très rapidement observé des pénuries – ammoniac, hélium – et des augmentations de prix qui affectent gravement la production d'engrais, de plastiques et de microprocesseurs. La crise de l'énergie s'accompagne d'une crise industrielle et agricole de longue durée puisqu'il faudra plusieurs années pour que les pays du Golfe remettent en service les sites touchés par les bombardements iraniens. Plusieurs pays d'Asie sont déjà gravement affectés par la hausse du prix des carburants et des engrais, et nous ne tarderons pas à subir les conséquences de leurs difficultés, par exemple dans le domaine du tourisme.

Cette crise industrielle et agricole est en train de se développer dans un monde qui subit les effets du changement climatique, les bouleversements liés à la démondialisation, les premiers ravages de l'intelligence artificielle – et qui vit sous la menace d'une crise financière globale. S'ajoutent les incertitudes liées à l'évolution de la guerre d'Ukraine et aux déconvenues des États-Unis et d'Israël face à l'Iran. La multiplication des facteurs critiques est d'autant plus angoissante que la classe dirigeante censée relever les nouveaux « défis » est constituée par des gens qui se sont trompés depuis des décennies. Ceux qui ont célébré la logique vertueuse qui mène des profits aux investissements et aux emplois, la « mondialisation heureuse », la « Chine, atelier du monde », le déclin industriel au profit de la « société de services », la convergence des économies par l'euro, la « solidarité atlantique » comme horizon indépassable et l'américanisation technologique, sont incapables de nous guider sur des chemins périlleux.

Pourtant, nous ne sommes pas désarmés.

Nous disposons de formidables capacités d'analyse, qui sont élaborées par les institutions internationales et nationales et par maints centres de recherche privés. Les gouvernements peuvent s'appuyer sur leur réseau diplomatique et sur l'expérience de ceux qui sont directement en charge de la production.

Nous disposons, en France et en Europe, de fortes capacités de réflexion critique sur les crises en cours. Les chercheurs hétérodoxes sont marginalisés ou exclus des grands médias publics et privés où règne un conformisme résolument néolibéral, mais leurs rapports et leurs ouvrages sont disponibles et immédiatement exploitables.

Nous savons que les États nationaux ont une capacité de réaction beaucoup plus rapide que l'Union européenne. Engoncée dans ses normes bureaucratiques, dépendante des groupes de pression industriels et financiers, résolue à persévérer dans un néolibéralisme qui favorise ces derniers, la Commission européenne est le dernier lieu où l'on peut concevoir et mettre en œuvre des politiques de crise.

Dans notre pays comme chez nos voisins, des gouvernements résolus à agir devraient pouvoir s'appuyer sur de larges fractions de la population. Cela à deux conditions : étendre la protection sociale au lieu de la réduire ; faire participer les travailleurs à la gestion des entreprises publiques et privées.

Les échanges de slogans qui ponctuent la précampagne présidentielle viennent souligner, une fois de plus, l'inertie profonde du milieu dirigeant sous son agitation de surface. La première cause de cette impuissance bavarde tient aux « solutions » néolibérales qui ont soulevé une telle masse de problèmes qu'il n'est plus possible de les résoudre par des réformes ponctuelles : par exemple, il n'est pas possible de réindustrialiser dans un système ultra-concurrentiel.

Jusqu'à présent, l'oligarchie a cherché à gagner du temps en compensant les dégâts du néolibéralisme par l'octroi d'aides massives aux entreprises et par le versement de compléments de salaires – mais au prix d'un endettement considérable et d'un déficit budgétaire qui n'est pas supportable. Or les Français ont vu le prix du gaz augmenter de plus de 15 % le 1^{er} mai et on nous annonce une inflation de 4 %. Cela dans un pays où la précarité alimentaire est devenue endémique. Nous verrons donc l'État consentir de nouvelles aides pour répondre à des pressions directes ou par crainte d'une révolte – mais en creusant les déficits et sans apporter la moindre réponse de fond.

L'année électorale qui s'ouvre va être, comme les précédentes, celle de l'attente paralysante. Des élites inertes distribuant des promesses et quelques subsides peuvent-elles étouffer ou différer les effets violents des mutations technologiques et des conflits armés ? Ce serait un miracle... qui laisserait les vainqueurs de l'an prochain au fond des mêmes impasses. ■

Sommaire

Page 2 : Actualité - Événements

Mercredis de la NAR.

Pages 3 à 5 : La Politique

Des primaires comme cache-misère. – Niches fiscales et sociales. – Sur le mur de Jean Chouan. – La social-démocratie (4). – La Politique au crible.

Pages 6 à 8 : La Nation française

La crise profonde de la pêche. – La remise en cause du 1^{er} mai. – Tarifs en folie. – Sur le front paysan. – La Quinzaine en France.

Pages 9 à 11 : Les Chemins du monde

Trump, les Africains et nous. – La Bulgarie à l'ère du renouveau. – Le roi Charles III aux USA. – Les Faits marquants.



Pages 12 et 13 : Synthèse

Programmation militaire : sommes-nous au bord du précipice ?

Pages 14 à 17 : Les Idées et les Livres

Régis Debray, écrivain combattant. – Retrouver la civilité. – 50 ans de géopolitique. – Royalisme actuel. – Les paradoxes d'Ernst Jünger.

Pages 18 à 20 : Les Lettres et les Formes

Renoir, le peintre du bonheur. – Mangas, une passion française. – Adolescents des années quatre-vingt. – Les expositions.

Pages 21 à 23 : La Voie royale

Vergennes au service de Louis XVI. – Brèves royales. – La Maison de France. – La Nouvelle Action royaliste.

Page 24 : Éditorial

Inertie, violences, incertitudes.